

EITI Madagascar

Vulgarisation / dissémination (Evaluation de l'utilisation des données ITIE et proposition d'actions de valorisation)

Avril 2022



Sommaire

Liste des abréviations.....	3
1. Introduction	5
1.1 Contexte de la mission	5
1.2 Objectifs de la mission.....	5
1.3 Méthodologie	6
2. Situation de l'utilisation des données ITIE	8
2.1 Pour 2017 et les années antérieures	8
2.2 Pour 2018 et 2019.....	9
2.3 Situation de l'utilisation des données après 2019	10
3. Evaluation de l'utilisation des données.....	13
3.1 Attentes de la Norme ITIE.....	13
3.2 Commentaires de la validation de Madagascar sur l'utilisation des données	13
3.3 Appréciation de l'utilisation des données	14
4. Plan d'action	15
5. Foire aux questions (FAQ).....	19
ANNEXE 1 : PROPOSITIONS DE REPONSE A LA FAQ	20
ANNEXE 2 : TABLEAU DE RECENSEMENT DES ACTIVITES DE SENSIBILISATION A L'INITIATIVE DE L'EITI MADAGASCAR	28
ANNEXE 3 : TABLEAU DE RECENSEMENT DES UTILISATIONS DES DONNEES ITIE PAR LES DIFFERENTES PARTIES PRENANTES.....	39

Liste des abréviations

AFDB	African Development Bank
ANOR	Agence Nationale de l'Or
APF	Assemblée Parlementaire de la Francophonie
APPAM	Association Professionnelle des Pétroliers en Amont de Madagascar
AVG	Alliance Voahary Gasy
BCMM	Bureau du Cadastre Minier de Madagascar
CAC	Commissaire aux Comptes
CTD	Collectivité Territoriale Décentralisée
CMM	Chambre des Mines de Madagascar
CN	Comité National (voir GMP)
FAQ	Foire aux questions
FAM	Frais d'Administration Minière
FEDMINES	Fédération Minière de Madagascar
GIE	Groupe thématique des Industries Extractives
GIE	Groupe thématique des industries extractives
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
GMP	Groupe MultiPartite de l'EITI Madagascar ou Comité National (CN)
HCDH	Haut-Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme
IFC	International Finance Corporation
ITIE/EITI	Initiative pour la Transparence des Industries Extractives/ Extractive Industries Transparency Initiative
LGIM	Loi sur les Grands Investissements Miniers
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
MICTSL	Madagascar International Container Terminal Services Limited
MMRS	Ministère des Mines et des Ressources Stratégiques
OMNIS	Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques
ONE	Office National pour l'Environnement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OSC	Organisation de la Société Civile
OSCIE	Organisation de la Société Civile sur les Industries Extractives
PAGI	Projet d'appui à la Gouvernance institutionnelle
PASIE	Projet d'Amélioration de la Surveillance de l'Industrie Extractive en Afrique Francophone Subsaharienne
PCQVP	Publiez Ce Que Vous Payez
PGDI	Projet de Gouvernance et de Développement Institutionnel
PREA	Programme de Réforme pour l'efficacité de l'Administration
PPT	Power Point

PTA	Plan de Travail Annuel
SADC	Southern African Development Community ou Communauté de développement de l'Afrique australe
SE	Secrétaire Exécutif/ Secrétariat Exécutif de l'EITI Madagascar
SIMH	Salon International des Mines et des Hydrocarbures
SMMC	Société de Manutention de Marchandise Conventionnelle
SPAT	Société de Gestion du Port Autonome de Toamasina
SPMM	Syndicat Professionnel Minier de Madagascar
STD	Services Techniques Déconcentrés
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée

1. Introduction

1.1 Contexte de la mission

La Norme ITIE est une norme mondiale pour la bonne gestion des ressources pétrolières, gazières, et minières. Elle est actuellement mise en œuvre dans 55 pays dont Madagascar.

Parmi les Exigences de la Norme ITIE figurent la dissémination/ vulgarisation des données ITIE. Plus précisément, l'Exigence n°7- Résultats et impact prévoit que :

« 7.1 Débat public : Le groupe multipartite doit s'assurer que les divulgations du gouvernement et des entreprises sont compréhensibles, activement promues, accessibles au public et qu'elles contribuent au débat public. Le gouvernement, les parlementaires, la société civile, les entreprises et les médias constituent les principales cibles (...) »

Ainsi, les données divulguées dans le cadre de la mise en œuvre de l'ITIE doivent faire l'objet de large diffusion et de sensibilisation du grand public. L'objectif de telles activités exigées au groupe multipartite est d'informer la population/les communautés locales sur toute la chaîne des valeurs de l'industrie extractive du pays, d'assurer l'engagement des parties prenantes dans un dialogue sur la gestion des revenus tirés de ces ressources et plus généralement de susciter le débat public sur l'utilisation efficace des revenus provenant des ressources naturelles.

A Madagascar, la compréhension publique du secteur extractif est limitée et le risque d'utiliser l'ITIE davantage comme un exercice de conformité que comme un outil pour améliorer la gouvernance des industries extractives a été constaté. De ce fait, la Banque Mondiale a lancé un appel d'offre pour l'assistance technique à l'ITIE à Madagascar, incluant des travaux relatifs à la vulgarisation/ dissémination des données ITIE pour améliorer la contribution de l'ITIE au débat public sur les industries extractives.

Ces travaux consistent à :

- ▶ Evaluer l'utilisation de l'information produite dans les rapports ITIE récents : qui les utilise, à quelle occasion, comment, quels sont les obstacles à une meilleure dissémination etc. ;
- ▶ Proposer des actions concrètes pour mieux valoriser l'information ITIE et la disséminer auprès de différents types d'acteurs ;
- ▶ Animer des ateliers de formation avec le SE et le CN pour exploiter les rapports ITIE et proposer des éléments graphiques « parlants » sur la base des données chiffrées disponibles ;
- ▶ Proposer et faire valider par le CN une liste de « Foire aux Questions » recoupant des allégations communes sur le secteur des mines et/ou du pétrole à Madagascar.

1.2 Objectifs de la mission

L'objectif général de la présente consultance, sous la direction de la Banque Mondiale et en étroite collaboration avec le CN, est d'apporter un appui technique exceptionnel au SE pour envisager la pérennisation et renforcer la contribution de l'ITIE au débat public et aux réformes du secteur extractif à Madagascar.

Les objectifs spécifiques dans le cadre de la vulgarisation /dissémination sont de :

- ▶ Faire des recommandations pour améliorer la vulgarisation de l'information ITIE ;

- ▶ Préparer un ensemble de fiches de questions réponses permettant de faciliter le dialogue sectoriel.

1.3 Méthodologie

Le présent rapport expose un état des lieux des activités de sensibilisation et d'utilisation des données ITIE, propose un plan d'action afin d'améliorer la dissémination des données ITIE et donne une liste de 12 questions sur le secteur extractif à éclaircir. Il a été établi sur la base des informations et documentation disponibles en ligne (site web et page Facebook de l'EITI Madagascar, documents de validation, PTA, Rapports annuels d'avancement, documents relatifs à la première et à la deuxième validation de Madagascar, publications en ligne des parties prenantes/ parties intéressées...), des documents et activités partagés par le collège de la société civile au SE ou directement à EY et des activités partagées par le collège des Industries extractives .

Plus précisément, les principales sources pour les activités de sensibilisation et d'utilisation de données réalisées avant 2019 sont :

- ▶ Documents relatifs à la première et à la deuxième validation de Madagascar en 2017 et en 2019,
- ▶ Rapports d'avancement annuel de 2011 à 2018 et PTA qui y sont annexés
- ▶ Activités partagées par la société civile

En ce qui concerne les activités menées à partir de 2019, elles ont été recensées à partir des sources ci-après :

- ▶ PTA 2019 à 2021¹,
- ▶ Documents relatifs à la deuxième validation de 2019,
- ▶ Publications en ligne,
- ▶ Activités partagées par la société civile et les industries extractives.

Un entretien avec l'équipe du SE a été tenu le 27 septembre 2021 concernant les activités réalisées de 2019 jusqu'au premier semestre 2021. Il en est ressorti particulièrement :

- ▶ L'absence d'archives sur les activités réalisées limitant la finalisation des Rapports annuels d'avancement de 2019 et 2020 ;
- ▶ L'inexistence de suivi/ d'échanges au niveau du SE ou l'impliquant sur les activités annuelles des collèges de l'Industrie Extractive et de l'Administration ainsi que sur les utilisations des données ITIE par les différentes parties prenantes (partenaires au développement, bailleurs, média...).

Par assurer l'exhaustivité des activités recensées de 2019 au premier semestre 2021, le Comité national (CN) de l'EITI Madagascar a été invité à partager les activités de sensibilisation et d'utilisation de données réalisées durant ces périodes lors de sa réunion en date du 07 octobre 2021 et par courriel². Le résultat des consultations de chaque collège dans le cadre de l'élaboration du Rapport Annuel d'Avancement relatif à 2019 et 2020 a également été considéré pour le présent rapport.

L'évaluation des activités réalisées avant 2019 a été comprise dans la première et deuxième validation de Madagascar (Evaluation de la mise en œuvre de l'Exigence n°7 et commentaires sur l'impact de la

¹ Suivant la réunion du CN du 24 novembre 2021, le PTA pour 2021 n'aurait pas encore été validé par le CN mais il reprendrait les activités dans le PTA 2020.

² Lors de la réunion, des activités ont été listées par le Comité National (célébration 45^e de l'OMNIS en 2021 et les affichages). Spécifiquement pour 2020 et premier semestre 2021, le CN a mis l'accent sur la difficulté, voire l'impossibilité de réaliser des activités compte tenu des mesures de confinement et de limitation des déplacements. Des activités réalisées par les Industries extractives et la Société civile en 2019 et en 2020 ont été partagés par courriel.

mise en œuvre de l'ITIE). Pour les années postérieures à l'exercice de validation (après 2019), l'évaluation a pris en considération le contexte et les attentes de l'ITIE en matière d'utilisation des données ITIE.

2. Situation de l'utilisation des données ITIE

Les activités de sensibilisation et d'utilisation des données ITIE recensées sont listées en Annexes 2 et 3.

Il est à noter que l'utilisation des données ITIE jusqu'en 2017 a été présentée et évaluée dans le cadre de la première validation de Madagascar. La deuxième validation qui s'est tenue en décembre 2019, a pris en considération les activités réalisées en 2018 et 2019 et en a donné une première appréciation.

Les années 2020 et 2021 sont marquées par un contexte particulier.

2.1 Pour 2017 et les années antérieures

La première validation de Madagascar qui a eu lieu en 2017 a particulièrement soulevé que :

- ▶ Les données ITIE ont été utilisées par les communautés locales, la société civile, les médias, les partenaires au développement et les groupes de réflexion de manière à contribuer au débat public à travers ;
- ▶ L'utilisation des données ITIE s'est concentrée en particulier sur 4 domaines, à savoir :
 - Les paiements et transferts infranationaux (pour le suivi des paiements des FAM et en tant qu'outil de budgétisation participative par les Administrations infranationales et la société civile) ;
 - La contribution économique de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle (données sur les écarts dans les estimations de la valeur des exportations d'or malgré l'interdiction d'exporter utilisées dans les rapports de la société civile et dans les médias) ;
 - L'octroi des licences (prise en compte des recommandations sur la gestion des licences minières par le BCMM) ;
 - La réforme des Codes minier et pétrolier (plateforme pour la société civile pour formuler des commentaires).

Cette utilisation de données recensées dans les documents de validation prend entre autres la forme de lettre ouverte / appel, d'articles publiés par les médias en ligne, de rapports publiés par les parties prenantes et les partenaires de développement, de présentation ou encore de conférence.

- ▶ Les activités de promotion effectuées de 2014 à 2017 sont entre autres :
 - Les diffusions sur les chaînes nationales (débat, spots télévisés hebdomadaires, participation à des émissions et publicité) ;
 - Les publications dans les journaux ;
 - Les affiches à Antananarivo et dans 6 villes régionales ;
 - Les liens sur les sites internet d'entité de l'Etat et d'entreprises (sites BCMM, Ambatovy, « transparence », APPAM, CMM...) ;
 - Les conférences de presse pour la publication des Rapports ITIE ;
 - Les études indépendantes sur des questions clés.

(Les activités citées ci-après seraient circonscrites à la capitale depuis 2015)

- Les ateliers pour la société civile et les journalistes ;

- Les activités de renforcement de capacité pour les membres du GMP et lancement d'appels sur les aspects techniques de la mise en œuvre de l'ITIE, la Norme ITIE 2016, le processus de validation ; et
- Les contributions régulières à des événements organisés par les partenaires au développement, la société civile, les représentants des médias les organismes gouvernementaux et les investisseurs.

2.2 Pour 2018 et 2019

Les documents de validation et les travaux de recensement des activités réalisées ont fait ressortir que :

(En 2018) :

- ▶ Les principales données utilisées sont :
 - Les paiements et transferts infranationaux ;
 - La contribution économique de l'exploitation minière artisanale et à petite échelle ; et
 - L'octroi des licences.
- ▶ Les données ITIE ont été utilisées par :
 - L'Administration (BCMM pour l'amélioration de la gestion des licences et administrations infranationales pour le suivi des parts de revenus et comme outil de budgétisation participative) ;
 - La société civile (lettre/appeal, suivi des FAM et plateforme pour les commentaires sur les réformes des Codes minier et pétrolier) ;
 - Les médias (articles en ligne sur les données ITIE) ; et
 - Les partenaires et groupe de réflexion (Banque Mondiale, GIZ, Centre Européen de gestions des politiques de développement...)

(En 2019)

- ▶ Les activités de promotion réalisées³ sont principalement :
 - La consultation des parties prenantes nationales dans l'élaboration du rapport annuel d'avancement 2017 - 2018 et ainsi à l'évaluation de l'impact de la mise en œuvre de l'ITIE ;
 - Les ateliers de sensibilisation dans les 4 régions touchées par des activités extractives (Fort Dauphin, Tuléar, Moramanga et Tamatave) ; et
 - La publication et la présentation publique des Rapports ITIE 2017 et 2018.
- ▶ Les données ont été utilisées par :
 - La société civile à travers des articles, conférences, formations, dialogue multipartite, à l'intention du public, d'entités de l'Etat y compris des STD et CTD, des OSC régionales et nationales, des ONG environnementales, des réseaux d'acteurs et des étudiants ;
 - Les industries extractives, la participation de la CMM à des rencontres pour l'intégration des différentes parties prenantes y compris la CMM dans le cadre de la révision du Code minier.

³ Suivant le projet d'évaluation par le Secrétariat international - Deuxième validation de Madagascar

2.3 Situation de l'utilisation des données après 2019

Les années 2020 et 2021 sont marquées par la pandémie mondiale de COVID-19. De même que dans la plupart des pays, des mesures de confinement et de restriction des déplacements ont été prises à Madagascar pour endiguer la propagation du virus. Ces mesures ont particulièrement limité la réalisation des activités prévues dans les Plans de travail annuels de l'EITI Madagascar et de manière générale par toutes les parties prenantes.

De plus, des difficultés de ressources humaines (insuffisance des ressources en termes de nombre et de capacité, difficultés de gestion et problème d'organisation) au niveau du secrétariat exécutif ont été notées et reportées. Elles ont contribué à limiter les activités de l'EITI Madagascar au cours des deux années.

Enfin, la non-exhaustivité de la passation rend difficile la continuité des activités au sein du SE. En effet, la passation entre l'ancien SE et le SE par intérim fût constituée par une liste de documents et de matériels et la remise de l'ordinateur du secrétariat. La passation entre le SE par intérim et le SE actuel a alors été limitée aux activités et projets durant la période d'intérim et à inventaire des actifs de l'EITI Madagascar.

Particulièrement pour 2020, si une subvention et une quote-part de Frais d'administration minière (FAM) et de Redevances et Ristournes minières sont en principe attribuées à l'EITI Madagascar, les difficultés dans le déblocage des fonds ont causé le report de la mise en œuvre des activités prévues dans le PTA de l'année. En 2021, le souci en matière de déblocage de fonds a été temporairement résolu par une Convention entre le MEF/DCP et l'EITI Madagascar.

Compte tenu de ce contexte, certaines activités du PTA 2019 n'ont pas pu être réalisées et ont dû être reportées dans le PTA 2020 et/ou dans le projet de PTA 2021, à savoir :

(PTA 2019, PTA 2020 et projet de PTA 2021)

- Des présentations et formations au bénéfice du public, de l'administration, de la société civile, des régions minières des parties prenantes (Formation, ateliers-débats, ateliers d'échange, atelier de consultation...)
- Des supports pour diffusion (rapports financiers, rapport synthétique et résultats des rapports ITIE sous format données ouvertes).

(PTA 2019 et projet de PTA 2021)

- Des présentations et formations au bénéfice des entreprises, du public national et régional (Séances de sensibilisation et de formation, conférence, ateliers thématiques...)
- Des supports pour diffusion du cadre légal et fiscal (sites web et autres)
- Des publications médiatiques (communiqués de presse et autre parution, émissions de débats audiovisuelles)
- Des sensibilisations de l'opinion publique et du Gouvernement
- Elaboration d'une stratégie nationale de communication.

Plusieurs de ces activités n'ont pas encore pu être réalisées à la date du présent rapport.

En 2020, aucune activité de sensibilisation n'a été mise en œuvre par l'EITI Madagascar. Les parties prenantes ont malgré tout procédé à l'utilisation des données comme suit :

► Par la société civile :

- Plusieurs présentations et formations sur la Norme ITIE et sur les ressources minières et stratégiques (conférence, atelier de formation, atelier de sensibilisation et

d'éducation, formation...) pour le public, les OSC, les CTD, des étudiants, des compagnies minières... à Antananarivo et Antsiranana ;

- Des plaidoyers pour le dégel de l'octroi des permis miniers et lettre ouverte au Premier ministre sur la révision du Code minier compte tenu de la situation de l'octroi des permis miniers publiés dans le rapport EITI 2018 et selon les diverses études sur la gestion des permis⁴
 - Des interventions médiatiques (débats télévisés et communiqués de presse) sur le dégel de l'octroi des permis miniers⁵,
 - Des études et rapports sur la contribution fiscale des Industries extractives, sur les risques de corruptions dans l'octroi des titres miniers, opportunités et des défis dans la gouvernance des industries extractives.
- ▶ Par l'Administration :
 - L'ONE, en collaboration avec la société civile, a organisé un atelier de formation des OSC sur la gouvernance environnementale et sociale
 - ▶ Par les industries extractives :
 - Une conférence de presse organisée par la CMM sur les réalités du secteur minier à la suite de la pandémie de COVID-19 et pour exprimer leur désaccord au processus de révision du Code minier (absence de consultation des différentes parties prenantes)

En 2021, l'EITI Madagascar n'a pas procédé à des activités de sensibilisation et d'utilisation des données. Les autres parties prenantes ont indiqué avoir réalisé les activités qui suivent :

- ▶ La société civile :
 - Les présentations / formations sur les enjeux de l'exploitation des terres rares à Ambanja et sur la Norme ITIE au MENABE/ DIANA ;
 - Un plaidoyer pour l'intégration de la dimension environnementale et sociale dans les politiques publiques et les investissements à Madagascar à Antananarivo ; et
 - La contribution à un Guide d'initiative pour tout l'Afrique de l'Ouest intitulé "Promouvoir les liens en amont et la transparence : Guide de la société civile sur le Mécanisme de Reporting sur l'Approvisionnement Local (MRAL) dans le secteur minier" à destination de toutes les OSC.
- ▶ Les industries extractives :
 - Un atelier de l'Assemblée des parlementaires de la Francophonie (APF) a vu la participation de la Chambre des Mines de Madagascar (CMM) sur la contribution économique du secteur minier et les préjugés et la réalité du secteur extractif Malgache, sur la base des données ITIE. Il est noté que le représentant de l'ITIE internationale est également intervenu sur l'ITIE en général et l'intégration du genre dans l'ITIE ; et
 - Une rencontre sur la contribution et l'impact économique du secteur extractif pour les OSC organisée par Ambatovy. Le poids des paiements de chaque société dans les revenus extractifs de l'Etat est présenté dans les rapports ITIE, sur la base des données collectées à partir des canevas remplis par les entreprises et régies financières.
- ▶ L'Administration

⁴ E. Ortega, Le Diagnostic des titres miniers, 2015.

Madagascar-Evaluation des risques de corruption dans l'octroi des titres minier, TI-IM, Mars 2020.

⁵ Voir supra

- Plusieurs présentations sur le secteur pétrolier amont à Madagascar organisées par l'OMNIS, dans le cadre de la célébration de son 45^e anniversaire.
- La réforme de la répartition des FAM ainsi que des redevances et ristournes minières en 2020 avec le Décret n°2020-1000 modifiant certaines dispositions du Décret n°2006-910 du 19 décembre 2006 fixant les modalités d'application de la Loi modifiée n°99-022 du 19 Août 1999 portant Code Minier. Les rapports EITI ont particulièrement exposé l'importance financière des FAM. Cette ressource ne bénéficiait pas assez à l'État, alors qu'elle représentait une ressource financière largement excédentaire pour le bureau du cadastre. Désormais, la redistribution des FAM permet au budget général de l'État de capter 35% des FAM au lieu de 1%.

3. Evaluation de l'utilisation des données

3.1 Attentes de la Norme ITIE

Les attentes de la Norme ITIE (Exigence 7.1) en matière de résultats et impacts peuvent être synthétisées comme suit :

- ▶ Accessibilité des divulgations : disponibilité à un large public - décomposition en rapport thématique et publication en ligne encouragées ;
- ▶ Compréhensibilité : rédactions claires et intelligibles, en langues appropriées en considérant les besoins et accès à l'information de certains groupes de citoyen ;
- ▶ Promotion et contribution au débat public : sensibilisation pour mieux faire connaître et faciliter le dialogue sur la gouvernance des ressources extractives sur la base des divulgations ;
- ▶ Utilité publique des informations fournies par l'EITI ;
- ▶ Publics cibles : Gouvernement, Parlementaires, société civile et entreprises ;
- ▶ (Production de brefs rapports de synthèse contenant une analyse claire et équilibrée des informations présentées et de résumés/ comparaisons de la part de chaque flux de revenus dans les recettes totales obtenues par chaque niveau de gouvernement, national et infranational) ; et
- ▶ (Déploiement d'efforts en vue du renforcement des capacités, en particulier au niveau de la société civile et par le biais de ses organisations, afin d'améliorer la compréhension des informations et des données contenues dans les rapports et les divulgations en ligne, et d'encourager l'utilisation des informations par les citoyens, les médias et les autres parties intéressées.)

3.2 Commentaires de la validation de Madagascar sur l'utilisation des données

La mise en œuvre de l'exigence 7, relative à l'utilisation des données, a été estimée comme étant satisfaisante dans le cadre de la première validation de Madagascar. D'après ses conclusions, les preuves de sensibilisation et de diffusion auprès des communautés des régions minières au cours de la période 2015-2017 s'avèrent peu nombreuses mais restent cohérentes avec les défis de financement auxquels l'EITI Madagascar faisait face et la participation inégale des différents collèges. Il est toutefois regretté que les activités de sensibilisation étaient circonscrites majoritairement dans la capitale.

Pour la période de 2017 à 2019, la deuxième validation a particulièrement noté la pertinence de certaines informations publiées dans le Rapport ITIE 2018 pour renseigner le débat public et améliorer la gouvernance avec notamment, une clarification sur le gel de l'octroi de nouvelles licences d'exploitation minière, les résultats relatifs aux transferts infranationaux et à la gestion de revenus ; les dépenses sociales et quasi-fiscales, les questions environnementales et liées au genre. Toutefois, il ne favorise pas une meilleure compréhension du public des industries extractives et l'amélioration de la gouvernance du secteur, en raison de l'absence de participation plus stratégique des collègues de

la Société civile, des préoccupations sur l'engagement du gouvernement et des problèmes de financement et de capacité.

3.3 Appréciation de l'utilisation des données

Des efforts ont été réalisés afin d'améliorer la dissémination des données ITIE compte tenu des commentaires de la validation de 2017 et 2019. Ces efforts ont trait à l'engagement de l'Etat (financement de l'EITI Madagascar et utilisation des données ITIE) et de la société civile (plus active au sein du CN et dans les utilisations des données ITIE). Les industries extractives ont maintenu leur engagement à travers diverses communications. Par ailleurs depuis 2019, dans les activités de sensibilisation, les régions minières ont particulièrement été ciblées.

Cependant, force est de constater que les activités de sensibilisation des données ITIE par l'EITI Madagascar ont ralenti en 2020 et 2021. Les PTA ont bien prévu des activités visant à répondre à l'exigence 7.1; mais les contextes de l'année 2020 et du début 2021 n'ont pas permis leur mise en œuvre et ont conduit à leur report (voir section 2.3).

Ainsi, l'utilisation des données ITIE est insuffisante. Elle est réalisée uniquement par les organismes qui connaissent déjà l'ITIE (OSC, CMM, OMNIS...) et ne semble pas avoir atteint les parties prenantes plus large (Gouvernement, Parlementaires, acteurs du développement...). Les initiatives prises par l'EITI Madagascar pour la dissémination des rapports ITIE 2017 et 2018 publiées en décembre 2019 sont quasi-inexistantes.

4. Plan d'action

Considérant le contexte de l'EITI Madagascar, le plan d'action ci-après est proposé afin d'améliorer la dissémination des données ITIE.

Activités	Indicateurs	Calendrier de réalisation	Responsable	Commentaires	
Faire l'inventaire des supports relatives à l'ITIE à Madagascar et aux données ITIE existants	Recenser les supports (flyers, guides, booklets, contenu publicitaire, affiches, site web, page Facebook, PPT, résumé...) ayant été produits par l'EITI Madagascar	Liste de tous les supports à jour	Novembre 2021 à Mars 2022 et à la fin de chaque année	SE	- Cet inventaire peut constituer un outil pour l'établissement du Rapport annuel d'avancement - Ces activités sont comprises dans le budget de fonctionnement
	Regrouper les versions numériques de ces supports (à rechercher dans les archives de courriels adressés au CN ou à demander aux prestataires) sur un support en ligne comme Dropbox	Support en ligne à jour			
	Compter les versions imprimées disponibles	Boîte d'archives de toutes les versions imprimées			
	Vérifier les contrats relatifs aux panneaux publicitaires (durée, situation de la mise en œuvre du contrat et conditions de renouvellement)	Liste des contrats avec précision de leur situation			
	Vérifier les contrats des diffusions médiatiques antérieures (durée, situation de la mise en œuvre du contrat et conditions de renouvellement)				
Reprendre et améliorer les anciennes activités de sensibilisation	Elaborer une stratégie de communication (objectifs de communication, cibles, axes de communications, plan de communication...)	Stratégie de communication EITI établie et effective	Janvier à Mars 2022	CN et SE (Consultant)	Ladite stratégie pourrait s'inspirer du présent plan d'action Ces activités sont comprises dans le budget de fonctionnement
	1- Concernant les supports en général : Mettre à jour les supports existants sur la base des dernières données ITIE disponibles	Liste de tous les supports à jour	Avril à Juin 2022 puis en début de chaque année	CN et SE (Consultant)	Financement supplémentaire si hors budget
	Diffuser ces supports sur le site web et la page Facebook d'EITI Madagascar	Site web et page Facebook EITI mis à jour		SE	Ces activités sont comprises dans le budget de fonctionnement

Activités	Indicateurs	Calendrier de réalisation	Responsable	Commentaires
Renouveler et/ou renégocier les contrats publicitaires (Panneaux, affiches...)	Contrats renouvelés/renégociés	Variable selon la durée de chaque contrat	CN et SE	Financement supplémentaire si hors budget
2- Concernant les diffusions dans les médias : Organiser/ participer à des émissions TV et radio sur des chaînes nationales (TVM, RNM...) et régionales	Nombre d'émissions TV/Radio réalisées	Au moins une fois par mois	CN et SE	Ces activités sont comprises dans le budget de fonctionnement
Diffuser des spots publicitaires sur les chaînes radio et TV nationales et régionales	Nombre de spots publicitaires diffusés	Au moins une fois par mois et idéalement une fois par semaine	CN et SE	Financement supplémentaire si hors budget
Publier des articles sur l'ITIE à travers une rubrique spécifique dans un journal à couverture nationale / ayant une présence régionale	Nombre d'articles réalisés	Au moins une fois par mois et idéalement une fois par semaine	CN et SE	Financement supplémentaire si hors budget
3- Concernant les diffusions publiques ciblées : Identifier les thématiques de communication les plus pertinentes pour favoriser le débat public et améliorer la gouvernance du secteur extractif, considérant le contexte local	Liste des thématiques et nombre de débat public réalisé	Annuellement	CN et SE	Activités pouvant faire partie de l'élaboration du PTA Ces activités sont comprises dans le budget de fonctionnement
Identifier les régions concernées par les activités extractives à Madagascar (à travers les paiements de ristournes et redevances)	Liste des régions concernées par les activités extractives	Annuellement	CN et SE	Ces activités sont comprises dans le budget de fonctionnement
Identifier les parties prenantes concernées par les activités extractives (OSC, opérateurs, administration locale, administration minière, législateur...)	Liste des parties prenantes concernées	Avril à Juin 2022 puis en début de chaque année	CN et SE	Ces activités sont comprises dans le budget de fonctionnement
Elaborer / Mettre à jour les/des supports spécifiques à chaque région et à chaque partie prenante (PPT, flyers, guide, résumé...)	Supports élaborés et mis à jour	Avril à Juin 2022 puis en début de chaque année	CN et SE (Consultant)	Financement supplémentaire si hors budget
Organiser/ Participer à des présentations et formations dans chaque région ainsi identifiée (atelier, conférence, exposition, formation, réunion avec les parties prenantes, réunion avec les communautés locales, réunions périodiques avec les hauts responsables, débat...)	Nombre de présentations et formations réalisées	Idéalement tous les trimestres et au moins une fois par an dans chaque région	CN et SE	Financement supplémentaire si hors budget
4- Concernant la présence en région : Reconsidérer les comités régionaux (objectifs initiaux, statuts, difficultés rencontrées, enjeux et défis...)	Disponibilité d'une documentation initiale sur les comités régionaux	Avril à Juin 2022	CN et SE (Administration et Consultant)	Financement supplémentaire si hors budget

Activités	Indicateurs	Calendrier de réalisation	Responsable	Commentaires	
Elaborer un plan d'action pour remettre en place les comités régionaux et assurer sa viabilité	Plan d'action adopté	Avril à Juin 2022			
Mettre en place les comités régionaux dans les régions concernées par les activités extractives	Comités régionales opérationnelles et actives	Juillet à Décembre 2022			
5- Concernant la visibilité nationale/ internationale : Participer/ organiser aux conférences, ateliers, salons, expositions... sur le secteur extractif sur le territoire national et international	Nombre de conférences, ateliers, salons, expositions, ... organisés/ auxquels l'EITI Madagascar a participé	Au moins une fois par an	CN et SE	Financement supplémentaire si hors budget	
Mettre en œuvre les recommandations relatives aux Exigences n° 7.1 et 7.2 issues de la validation	1- Rendre les données ITIE accessibles à un éventail de parties prenantes le plus large possible et étendre les activités de sensibilisation et de diffusion aux communautés accueillant des activités extractives : Traduire l'ensemble des supports en malgache et dans les principaux dialectes régionaux en collaborant avec les communautés régionales	Supports mis à jour et traduits en malgache et en dialecte régional	Avril à juin 2022	CN et SE (Consultant)	Financement supplémentaire si hors budget Dans le cadre de la mise à jour des supports
	Revoir le format des supports papiers pour qu'ils soient plus accessibles et plus attractifs, i.e. limiter les textes, privilégier les illustrations (images, schémas...), les organigrammes, les tableaux, et utiliser différentes couleurs	Supports mis à jour	Avril à Juin 2022	CN et SE (Consultant)	Dans le cadre de la mise à jour des supports
	Rencontrer les parties prenantes (OSC, administrations nationales et locales, communautés locales, opérateurs...) pour les former sur la Norme ITIE et les informer des dernières données ITIE	Nombre de parties prenantes formées	Juillet à Septembre 2022	CN et SE	Néant
	Diffuser les données ITIE dans les médias régionaux pertinents et principalement les radios à travers les émissions, les publicités, les articles, des rubriques spéciales ITIE...	Nombre de diffusion dans les médias régionaux	Au moins une fois par mois	CN et SE	Néant
	2- Faire en sorte que les Rapports ITIE soient lisibles par machine et à coder ou baliser les Rapports ITIE et les fichiers de données afin qu'il soit possible de les comparer aux autres données publiques, en adoptant les normes sur les données ITIE approuvées par le Conseil d'administration : Publier les données ITIE sous format données ouvertes sur les systèmes prioritaires(EITI Madagascar, BCMM et OMNIS)	Site web à jour sur les données ouvertes	Janvier à Juin2022 pour les rapports déjà publiés et à l'issue de chaque publication pour les rapports ITIE ultérieures	CN et SE (administration)	Ces activités nécessitent une démocratisation de l'accès à la connexion internet et à la technologie

Activités	Indicateurs	Calendrier de réalisation	Responsable	Commentaires	
Partager ces données sous format ouvert aux parties prenantes à même de les utiliser pour améliorer le débat public et la gouvernance du secteur et des autorités locales (pour consultation/ distribution au public) à travers des clés USB ou des liens vers les publications en ligne (courriel, message...)	Nombre de clés USB distribuées Nombre des courriels et autres messages de partage de liens Nombre des consultations de site Web	Juillet à Décembre 2022 pour les rapports déjà publiés et à l'issue de chaque publication pour les rapports ITIE ultérieures	CN et SE (administration)	Financement supplémentaire si hors budget	
	Equiper les Comités ITIE régionaux des matériels nécessaires (PC, connexion internet) pour accéder et traiter les données ITIE	Fournitures et matériels disponibles (avec un inventaire à jour) au niveau de chaque Comité régionale	Une fois le comité opérationnel pour les rapports ITIE déjà publiés et après chaque publication pour les rapports ITIE ultérieures		CN et SE (administration)
Pour aller plus loin	Organiser des tournées régionales de sensibilisation en collaboration avec l'Etat, les OSC, les entreprises extractives dans les régions concernées par les activités extractives	Nombre de tournées régionales réalisées	Dans les 2/3 mois qui suivent la publication de chaque rapport ITIE	CN et SE	Financement supplémentaire si hors budget
	Renforcer/Développer la branche communication au sein du Secrétariat exécutif de l'EITI Madagascar à travers le recrutement de 2 ou 3 personnes supplémentaires et le renforcement de leur capacité	Personnel disponible/recruté pour développer la branche communication	Octobre à Décembre 2022	CN et SE	Néant
	Renforcer la visibilité de l'EITI Madagascar sur les réseaux sociaux (Twitter, LinkedIn...) en créant des comptes/ pages sur ces réseaux et en publiant sur ces réseaux tous les projets et activités de l'EITI Madagascar, les supports existants, les liens vers les publications sur le site web, des podcasts et des vidéos...	Nombre de publication de l'EITI Madagascar sur les réseaux sociaux	Octobre à Décembre 2022 et au moins une publication par jour sur chaque réseau	CN et SE	Néant
	Organiser des portes ouvertes de l'EITI Madagascar pour faire connaître l'ITIE et susciter l'intérêt du public	Nombre de portes ouvertes organisées	Annuellement	CN et SE	Néant

Il est à noter que certaines activités de ce plan d'action pourraient ne pas être couvertes par le budget de fonctionnement de l'EITI Madagascar. Une recherche de financement supplémentaire devra ainsi être réalisée par l'EITI Madagascar pour leur mise en œuvre. Pour ce faire, il est recommandé que le plan d'action sur la vulgarisation et la dissémination des données ITIE, validé par le Comité National, fasse l'objet d'une prévision budgétaire et d'une présentation auprès des partenaires financiers.

5. Foire aux questions (FAQ)

EITI Madagascar dans le [Guide de lecture : 28 questions-clés pour comprendre les rapports EITI](#) (Mars 2018) a traité une liste de questions pour orienter la lecture et la compréhension des rapports ITIE. De même, l'Alliance Voary Gasy (AVG) a également publié le [Guide du Citoyen : Le droit minier en 50 questions et réponses](#) (Décembre 2014) qui traite particulièrement les questions relatives aux droits et responsabilité des parties prenantes dans le secteur minier et l'aspect environnemental des exploitations minières.

Dans le cadre de la présente mission, une Liste de « Foire aux questions » prévue comprendre une liste de 10 questions « type » minimum qui recourent les allégations communes sur le secteur extractif à Madagascar devra être établie. Le TdR donne déjà les sept questions suivantes que le CN a suggéré de retenir lors de la réunion du 07 octobre 2021 :

1	Que fait le secteur minier pour l'économie malgache ? OU Le secteur minier est-il un moteur de l'économie malgache ?
2	Pourquoi dit-on que les grands projets miniers gardent 99% de leurs revenus ? OU Les grands projets miniers paient-ils moins d'impôts que d'autres grandes entreprises ?
3	Est-il possible d'obtenir un permis d'exploitation minière n'importe où à Madagascar ? Même dans les zones protégées ? OU Le secteur minier est-il une menace pour la biodiversité de Madagascar ?
4	Qu'est-ce que la redevance minière et concernent-elle les communautés affectées par l'extraction minière ? OU Les communautés minières voient-elles les retombées du secteur minier ?
5	Le secteur extractif à Madagascar peut-il se remettre de la crise du coronavirus ? OU Les projets extractifs sont-ils particulièrement vulnérables à la crise du coronavirus ?
6	Connait-on les propriétaires des titres miniers à Madagascar ? Ces informations permettraient-elles de lutter contre l'évasion fiscale ?
7	Les contrats extractifs ne contiennent-ils que des informations commercialement sensibles ?

Compte tenu des recommandations de la validation⁶ nous proposons d'y rajouter les questions ci-après sur la gestion de revenus et l'impact environnemental des industries extractives :

8	Qui sont les bénéficiaires des revenus extractifs ? Et comment ces revenus sont-ils gérés ?
9	Quelles sont les mesures prises pour limiter l'impact environnemental des projets extractifs ?
10	Comment les obligations environnementales et sociales des entreprises extractives sont-elles fixées ? Quelles sont les mesures de suivi existantes ?

Nous proposons également d'inclure les questions ci-après afin d'éclairer le public sur l'administration du secteur extractif et sur les publications de l'EITI Madagascar :

11	Qui autorise la mise en œuvre d'un projet extractif ?
12	Comment les données ITIE sont-elles produites à Madagascar et dans quelle mesure ces données sont-elles fiables ?

⁶ https://eiti.org/files/documents/fr_validation_madagascar_2019_evaluation_initiale_final.pdf (p.130-131)

ANNEXE 1 : PROPOSITIONS DE REPONSE A LA FAQ

(Juin 2022)

1- Que fait le secteur minier pour l'économie malgache ? OU Le secteur minier est-il un moteur de l'économie malgache ?

Le secteur minier peut être considéré comme un secteur porteur pour l'économie malgache. Suivant les statistiques de la Banque Centrale de Madagascar (BCM), il représente un peu plus de 6% du PIB de Madagascar de 2017 à 2019 et 3,58% en 2020, suite à une contraction des activités induites par la pandémie de Covid-19.

Le secteur contribue⁷ notamment :

- ▶ Aux recettes fiscales :
 - 158,70 milliards MGA soit 3,67% des recettes fiscales totales en 2017,
 - 230,82 milliards MGA soit 4,62% en 2018,
 - 92,18 milliards MGA soit 1,64% en 2019, et
 - 43,01 milliards MGA soit 1,07% en 2020 ;
- ▶ A l'exportation :
 - 2 256,64 milliards MGA soit 24,90% des exportations totales en 2017,
 - 2 791.47 milliards MGA soit 27,14% en 2018,
 - 2 828 .73 milliards MGA soit 29,24% en 2019, et
 - 1 834,63 milliards MGA soit 18,33% en 2020 ;
- ▶ A l'emploi :
 - 11 410 emplois soit 1,80% en 2017,
 - 11 928 emplois soit 1,79% en 2018,
 - 8 392 emplois soit 1,18% en 2019,
 - 8 493 soit 1,17% en 2020, et
 - 11 348 soit 1,59% en 2021.

Le secteur minier a joué un rôle déterminant dans la reprise économique post-covid-19 de Madagascar. Le rapport Perspectives économique de Madagascar de la Banque Mondiale (Avril 2022), relate un redressement rapide des recettes d'exportation suite à la réouverture de la mine d'Ambatovy (p.7).

En termes de perspectives, ce rapport de la Banque Mondiale prévoit pour 2022 un ralentissement économique en raison de la crise en Ukraine (ralentissement de la demande des partenaires commerciaux, hausse des prix du pétrole et hausse des matières premières y compris des produits extractifs). Cependant, cette situation pourrait stimuler les investissements dans le secteur minier et pétrolier.

2- Pourquoi dit-on que les grands projets miniers gardent 99% de leurs revenus ? ou Les grands projets miniers paient-ils moins d'impôts que d'autres grandes entreprises ?

Les plus grands projets miniers mis en œuvre à Madagascar sont :

- le projet Ambatovy (Nickel et Cobalt) des sociétés Ambatovy Minerals (AMSA) et Dynatec Madagascar (DMSA) ; et
- le projet d'ilménite de QIT Madagascar Minerals (QMM).

Ces projets bénéficient de régime fiscal spécifique, différent de régime de droit commun prévu par le Code Général des Impôts (CGI).

AMSA et DMSA sont soumises au régime fiscal prévu par la Loi sur les Grands Investissements Miniers (LGIM).

⁷ Rapport ITIE assoupli 2019 et 2020 de Madagascar

La fiscalité de QMM est organisée par la Convention d'établissement, que la société a conclu avec l'Etat Malagasy.

Ces régimes spécifiques sont plus favorables que le régime du droit commun, notamment en ce qui concerne :

- L'Impôt sur les revenus (IR) : le taux applicable, les exonérations temporaires, les déductions, les amortissements, la réduction d'impôt et/ou le report déficitaire ;
- L'Impôt sur les revenus des non-résidents (IRNR) ou Taxe forfaitaire sur les transferts (TFT) : la base imposable ;
- L'Impôt sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA) : l'existence d'un taux maximum pour les expatriés ;
- L'Impôt sur les revenus des capitaux mobiliers (IRCM) : l'exonération des intérêts des emprunts extérieurs ;
- La Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) : le taux applicable ou les exonérations et le remboursement de crédit de TVA ;
- Le Droit d'enregistrement (DE) : les taux applicables ;
- L'Impôt foncier sur le terrain (IFT) : l'exonération ou le plafonnement du montant de l'impôt ;
- L'Impôt foncier sur la propriété bâtie (IFPB) : le taux applicable et le plafonnement du montant de l'impôt ;

Ces régimes spécifiques sont en place afin de garantir la stabilité des investissements à Madagascar. Cependant, il convient de noter que les impôts et taxes fiscaux et parafiscaux d'AMSA et DMSA représentent 64% du total des flux de paiements significatifs reçus par l'Etat en 2019 et en 2020, et QMM versent respectivement 10% et 11% du total des flux de paiement significatifs reçus par l'Etat en 2019 et en 2020⁸.

3- Est-il possible d'obtenir un permis d'exploitation minière n'importe où à Madagascar ? Même dans les zones protégées ?

Un permis minier peut être obtenu sur tout le territoire national ; excepté :

- sur les zones protégées⁹,
- les zones classées temporairement réservée,
- les périmètres déjà couvertes par des permis miniers ou des Autorisations Exclusives de réservation de Périmètres (AERPs).

Les activités minières sont interdites dans les zones protégées (art.15 du Code minier).

4- Qu'est-ce que la redevance minière et concernent-elle les communautés affectées par l'extraction minière ? OU Les communautés minières voient-elles les retombées du secteur minier ?

La redevance minière renvoie dans le Code minier aux redevances et ristournes minières. Il s'agit de perception effectuée sur la première vente des produits de mine (art.117 et suivant du Code minier). Les redevances minières sont de 0,6% de la valeur des produits de mine, et les ristournes minières de 1,4%.

Les redevances minières de 0,6% sont perçues au profit des entités de l'Etat intervenant dans le secteur minier.

Quant aux ristournes minières, elles sont réparties aux Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) concernées par l'exploitation minière. Plus précisément, depuis le Décret n°2020-100, les recettes des ristournes sont réparties entre les budgets respectifs des CTD comme suit :

⁸ Rapport ITIE assoupli 2019 et 2020 de Madagascar

⁹ Les zones protégées sont définies comme toute portion de superficie du territoire national (zones, réserves et aires,...) classée et protégée par diverses législations spécifiques (environnement, forêt, tourisme, autre) et dont la réglementation minière considère/reprend comme étant une zone protégée au sens du présent Code Minier (Art.2 du Code minier).

- Province(s): 01%,
- Région(s) : 39%, et
- Commune (s) : 60%

Les CTD impactées par les projets extractifs reçoivent également des quotes-parts de Frais d'administration minière (FAM) qui sont versées par les titulaires de permis au BCMM. La clé de répartition des FAM aux CTD suivant le Décret n°2020-1000 est la suivante :

- Province(s) : 01%,
- Région(s): 16%, et
- Commune(s): 14%

Il est prévu que dans l'attente de l'opérationnalisation des Provinces, les quotes-parts des Provinces sont réparties entre les Régions et les Communes.

Les retombées reçues par les communautés minières sont constituées d'une part par ces quotes-parts de ristournes minières et de FAM ; et d'autre part par les activités sociales et environnementales des opérateurs extractifs. Ces activités sont obligatoires lorsqu'elles sont prévues dans le cahier de charges environnementales (CCE) de l'opérateur. Elles peuvent également être volontaires, c'est-à-dire à l'initiative propre de l'opérateur extractif.

5- Le secteur extractif à Madagascar peut-il se remettre de la crise du coronavirus ? OU Les projets extractifs sont-ils particulièrement vulnérables à la crise du coronavirus ?

Madagascar a particulièrement été touché par la pandémie de Covid-19 en 2020. Les statistiques¹⁰ font notamment état de :

- La régression de 47,4% de la valeur ajoutée du secteur extractif : Elle est passée de 1 402,6 milliards MGA en 2019 à 738,4 milliards MGA en 2020;
- La chute du taux de croissance du secteur de 10,26% à -56,79% durant la même période ;
- La suspension des activités minières représentant 50% de la contraction du PIB en 2020.

Cette récession économique n'a pas épargné le secteur extractif avec la chute du prix des matières premières et l'effondrement de la demande et donc des débouchés.

La reprise de l'économie mondiale et de l'économie malgache, y compris du secteur extractif, a été amorcée dès 2021. La Guerre en Ukraine annonce une hausse du prix des matières premières, défavorable à l'économie en générale mais susceptible d'être favorable aux investissements dans le secteur minier.

Pour assurer sa compétitivité sur l'échelle internationale, Madagascar doit prendre des mesures qui devrait inclure la résolution de la situation du gel de l'octroi de permis et la suspension de la promotion dans le secteur pétrolier.

6- Connait-on les propriétaires des titres miniers à Madagascar ? Ces informations permettraient-elles de lutter contre l'évasion fiscale ?

Les dossiers afférents aux permis miniers sont gérés suivant un cadastre national spécifique tenu par le Bureau du Cadastre Minier de Madagascar (BCMM)¹¹. Il enregistre les octrois de permis miniers, les renouvellements ainsi que tout mouvement ou modification de permis, y compris les cessions ou transmissions, les partenariats, les nantissements et les amodiations. Les personnes physiques ou morales titulaires de permis miniers sont identifiées dans ce cadastre tenu par le BCMM et divulguées sur son site.

Les informations sur l'identité du titulaire de permis minier pourraient être utilisées dans la lutte contre l'évasion fiscale. Cependant, les travaux requis dans le cadre de l'élaboration des rapports ITIE ont montré que les informations sur le permissionnaire enregistré au niveau du BCMM, n'incluent pas toujours le Numéro d'identification Fiscale (NIF) du permissionnaire et ne permettent qu'après recoupement l'identification du permissionnaire dans la base de données de l'administration fiscale.

¹⁰ Rapport annuel 2020, BCM,

Tableau de bord économique n°47 INSTAT,

Perspectives économiques pour Madagascar, Banque Mondiale (Avril 2022)

¹¹ Article 29 du Code Minier

Par ailleurs, pour constituer un moyen de lutte contre l'évasion fiscale, une collaboration pour le suivi des activités réellement menées par les permissionnaires et la cohérence de ces activités avec les déclarations fiscales, devrait être mise en place entre le Ministère chargé des mines, le Ministère chargé des finances, et les CTD habilitées par le Code minier à surveiller sur les activités minières entreprises à l'intérieur de leur territoire respectif (art.220 et 221). Des coopérations en vue d'échanges d'information devraient également être mises en place avec les banques et les administrations des autres pays.

7- Les contrats extractifs ne contiennent-ils que des informations commercialement sensibles ?

Les contrats sont définis comme tout accord conclu par ou avec le gouvernement et fixant les conditions d'exploitation des ressources pétrolières, gazières et minières et les informations commercialement sensibles désignent les informations dont la divulgation pourrait nuire au déroulement normal du commerce (atteinte aux règles de concurrence libre et loyale et aux règles de non-discrimination). Ces informations sont généralement d'ordre technique et financier. Nous verrons ci-dessous que les contrats dans le secteur extractif incluent d'autres informations.

Les contrats extractifs identifiés à Madagascar sont :

i) Dans le secteur minier :

- Les permis miniers avec le plan-type et le cahier des charges miniers : Le permis minier contient les obligations du titulaire de permis (commencement des travaux, l'extension des travaux au-delà de ce qui est autorisée par le permis, la limitation au substances couvertes par le permis). Le plan-type et le cahier de charges miniers font partie des dossiers à fournir dans le cadre de la demande de permis miniers. Le plan-type comprend selon le type de permis un plan d'investissement et plan de programme de recherche et/ou d'exploitation, auquel s'engage le promoteur. Le contenu du cahier de charges miniers doit encore être fixé.
- La Convention d'établissement entre QMM et l'Etat Malagasy : Cette convention détermine les modalités selon lesquelles sera réalisé le Projet d'exploitation d'ilménite, définit les dérogations aux textes législatifs et réglementaires en vigueur octroyées pour la réalisation du projet et établit les droits et obligations des Parties notamment en ce qui concerne le respect et la protection de l'environnement. Cette convention est disponible en ligne. En termes de confidentialité, elle prévoit notamment que les renseignements industriels, financiers, commerciaux, scientifiques, techniques ou personnels qui ne sont pas publics ne peuvent être publiés sans le consentement de QMM.

ii) Dans le secteur pétrolier :

- Les contrats de partage pétroliers (CPP) ;
- Les contrats d'association en joint-venture

Le contenu minimum des contrats pétroliers sont définis à l'article 15 du Code pétrolier. L'OMNIS publie sur son site les modèle-types de contrat. Ces contrats fixent les droits et obligations relatifs aux activités pétrolières amont, l'organisation avec OMNIS (répartition des charges, remboursement des coûts, principe de partage de production, pourcentage d'intéressement...) et l'organisation des opérations (modalités de financement, méthode de valorisation des hydrocarbures, la sauvegarde et le développement rationnel des gisements, la récupération optimale des réserves...). La principale information sensible contenue dans ces contrats est la répartition des profits pétroliers ou « profit oil » entre l'Etat et les sociétés contractantes

iii) En matière environnementale

- Le cahier des charges environnementales (CCE) qui regroupe les obligations sociales et environnementales qui incombent à l'entreprise extractive.

8- Qui sont les bénéficiaires des revenus extractifs ? Et comment ces revenus sont-ils gérés ?

Les bénéficiaires des revenus extractifs sont :

- Les entreprises extractives, ses actionnaires et propriétaires réels pour les bénéfices tirés de l'exploitation extractive ;

- L'Etat, les organismes publics, les CTD à travers les prélèvements opérés auprès des entreprises extractives.

La gestion des revenus par les entreprises extractives relève de ses dirigeants, ses actionnaires et la politique de son groupe.

Pour ce qui est de l'Etat, des organismes publics et des CTD, les recettes provenant au secteur extractif sont affectées à leur budget, proportionnellement au taux de répartition défini par le Code minier, le Code pétrolier et leurs textes d'application. Une fois affecté au budget, ces recettes sont confondues avec les autres ressources, conformément au principe d'unicité de caisse.

Pour le budget de l'Etat, la loi de finances prévoit et autorise l'ensemble des ressources et des dépenses. Elle est préparée sous l'autorité du Premier ministre, délibérée en Conseil des Ministres, soumise pour adoption à l'Assemblée Nationale puis au Sénat et promulguée par le Président de la République (Loi organique n° 2004-007).

Pour les CTD, c'est un budget programme, divisé en section fonctionnement ou investissement qui définit les prévisions de recettes et de dépenses. Il est préparé par l'organe exécutif et approuvé par le conseil. Pour être exécutoire, le budget doit obligatoirement être soumis au Représentant de l'Etat pour contrôle de légalité, après avis préalable du Contrôle Financier pour les Provinces, les Régions et les Communes urbaines (Loi n°2014 -020). Il est prévu que la section investissement du budget d'une CTD doit représenter au moins 15% des recettes budgétaires propres (Décret n° 2015-959) et spécifiquement pour les communes, les quotes-parts de ristournes minières provenant des projets miniers d'envergures sont affectées au moins à 70% aux charges d'investissement pour l'aménagement du territoire et le développement durable et au plus à 30% des ristournes aux charges de fonctionnement (Arrêté n°30679/2017).

Afin de favoriser la participation de toutes les parties prenantes à la gestion des affaires des CTD, une structure appelée Structure Locale de Concertation (SLC) est prévue être mis en place au niveau de chaque CTD (Décret n°2015-957). Cependant, les SLC ne sont pas encore mises en place au niveau de toutes les CTD.

Pour les établissements publics, les ressources et dépenses sont définies dans le décret fixant ses statuts. Suivant la Loi n°2018- 037, les charges de l'Etablissement Public sont constituées des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement, lesquelles doivent cadrer avec la mission dévolue à l'établissement, conformément au principe de spécialité de chaque établissement.

9- Le secteur minier est-il une menace pour la biodiversité de Madagascar ? Quelles sont les mesures prises pour limiter l'impact environnemental des projets extractifs ?

Le secteur extractif, dont l'activité principale consiste à extraire des produits de mine, impacte inévitablement l'environnement. Les mesures prises et organisées par la législation minière et environnementale afin de limiter l'impact d'un projet minier sur la biodiversité, incluent entre autres :

- ▶ L'interdiction de procéder aux opérations de recherche ou d'exploitation avant l'obtention d'une autorisation ou d'un permis environnemental(e) ;
- ▶ L'agrément par l'opérateur/investisseur et la Cellule environnementale du Ministère sectoriel directement concernée ou l'ONE, d'un programme d'activités/ d'un ensemble de mesures afin de supprimer, réduire, compenser les conséquences dommageables d'un projet minier sur l'environnement. Ce programme est appelé :
 - Programme d'engagement environnemental (PREE ou PEE) pour les projets non soumis à une EIE.
 - Plan de gestion environnemental du Projet (PGEP) pour les projets miniers soumis à une Etude d'impact environnemental ¹² (EIE). Le PGEP constitue le cahier de charges environnementales (CCE) annexé au permis environnemental.
- ▶ La mise en œuvre par les opérateurs du programme convenue dans le PREE et le PGEP /CCE. Il est à noter que lorsque les mesures initialement contenues dans le CCE s'avèrent inadaptées/ inefficaces, l'investisseur/promoteur doit procéder aux ajustements nécessaires en vue de la

¹² L'EIE est définie comme une étude qui consiste en l'analyse scientifique et préalable des impacts potentiels prévisibles d'une activité donnée sur l'environnement, et en l'examen de l'acceptabilité de leur niveau et des mesures d'atténuation permettant d'assurer l'intégrité de l'environnement dans les limites des meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable (art. 4 Charte de l'environnement)

mise en compatibilité permanente de ces investissements. Une décision de l'ONE précisera les nouvelles mesures correctrices et/ou compensatoires retenues ainsi que le délai d'exécution qui ne pourra dépasser les trois ans.

- ▶ L'obligation d'obtenir un quitus environnemental à la fin du projet, c'est-à-dire d'une approbation de l'achèvement de la régularité et de l'exactitude des travaux de réhabilitation et dégageant de la responsabilité environnementale envers l'Etat.

10- Comment les obligations environnementales et sociales des entreprises extractives sont-elles fixées ? Quelles sont les mesures de suivi existantes ?

Les obligations environnementales et sociales des entreprises extractives sont définies dans le cadre de la procédure de demande d'autorisation environnementale ou de permis environnemental. Plus précisément, l'entreprise extractive dans une demande d'approbation environnementale doit :

- ▶ Préparer et soumettre un Programme de Gestion environnementale (PREE);
- ▶ Ou Procéder à une Etude d'Impact Environnemental (EIE) incluant un Plan de Gestion Environnementale du Projet (PGEP).

Le PREE est défini comme l'engagement du promoteur de prendre certaines mesures d'atténuation des impacts de son activités sur l'environnement, ainsi que des mesures éventuelles de réhabilitation du lieu d'implantation (art.2 Décret MECIE). Il est évalué par la Cellule environnementale du Ministère sectoriel concerné. Le PREE évalué favorablement par la Cellule, constitue les obligations environnementales de l'opérateur. Pour permettre aux organismes de contrôle et de suivi de faire un suivi de l'exécution du PREE, le titulaire est tenu de maintenir des registres et des rapports.

Le PGEP est entendu comme un programme de mise en œuvre et de suivi des mesures envisagées par l'EIE pour supprimer, réduire, et éventuellement compenser les conséquences dommageables du projet sur l'environnement (art.2 Décret MECIE). L'EIE, y compris le PGEP, fait l'objet d'une évaluation environnementale par un Comité d'évaluation technique (CTE) et d'une évaluation sociale par le public. Le PGEP, ayant reçu un avis favorable, constituera le CCE qui sera annexé au Permis Environnemental et qui comprend toutes les prescriptions environnementales et sociales à mettre en œuvre par le promoteur pendant la durée de vie de son projet. Comme indiqué dans la réponse précédente, cette prescription peut faire l'objet d'amendement si inefficace ou inadaptée. Pour le suivi de la mise en œuvre du CCE, L'opérateur est tenu de soumettre un rapport périodique appelé Rapport de suivi environnemental (RSE) sur la mise en œuvre du CCE.

En termes de suivi, les textes prévoient également :

- ▶ La réalisation de travaux de suivi et de contrôle conjoint par le Ministère chargé de l'environnement, le Ministère de tutelle de l'activité concernée et l'ONE (si EIE) ou par Cellules Environnementales des Ministères sectoriels concernés qui enverront les rapports y afférents au Ministère chargé de l'Environnement et à l'ONE (si PEE) ;
- ▶ La gestion des plaintes reçues par l'ONE pour les projets ayant un permis environnemental et par le Comité Régional de Gestion des Plaintes dirigé par la Direction Régionale de l'Environnement pour les autres projets.

11- Qui autorise la mise en œuvre d'un projet extractif ?

La mise en œuvre d'un projet extractif est soumise à une autorisation sectorielle et à une autorisation environnementale. Le tableau ci-après présente les autorisations requises pour la mise en œuvre d'un projet extractif et les autorités compétentes pour délivrer lesdites autorisations :

Secteur	Type de droit, permis, licence et contrat	Entité chargée de l'octroi	Approbation environnementale correspondante	Entité chargée de l'octroi
Mine	Autorisation Exclusive de Réserve de Périmètre (AERP)	BCMM	N/A	N/A
	Permis de recherche (PR)	Décision et signature : Ministre chargé des mines Délivrance : BCMM	Autorisation environnementale du PREE (EIE - Permis	Directeur provincial des Mines sur avis de la Cellule environnementale

Secteur	Type de droit, permis, licence et contrat	Entité chargée de l'octroi	Approbation environnementale correspondante	Entité chargée de l'octroi
			environnementale selon seuil d'avancement des travaux)	
	Permis d'exploitation (PE)	Décision et signature : Ministre chargé des mines Délivrance : BCMM	Permis environnemental sur la base de l'EIE	ONE, après évaluation de l'EIE par le Comité technique d'évaluation ad hoc (CTE)
	Permis Réservés aux Petits Exploitants (PRE)	Directeur Interrégional du Ministère chargé des Mines territorialement compétent, sauf délégation de pouvoir à l'autorité technique chargée des Mines de la CTD concernée	Autorisation environnementale du PREE (EIE - Permis environnementale selon seuil d'avancement des travaux).	- Directeur provincial des Mines sur avis de la Cellule environnementale ou Comité ad hoc - Si relative à un PRE sur une zone de concentration minière, Ministre chargée des mines sur avis de la Cellule ou du comité ad hoc d'évaluation - Si relative à un PRE sur une zone sensible, Ministre chargé de l'environnement
	Carte d'orpailleur	Commune	Respect des obligations environnementales fixées par les autorités de la Commune de délivrance	N/A
	Carte collecteur	Commune ou Direction Interrégionale chargée des mines (attestation)	N/A	N/A
	Comptoirs d'or agréés (commerciale ou de fonte)	De fonte- Ministre chargé des mines (par arrêté) Commerciale- ANOR	N/A	N/A
Pétrole amont	Titre minier d'exploration	Président de la République (décret) sur proposition de l'OMNIS et après prise de connaissance par le Ministère chargé des mines,	Permis environnemental sur la base de l'EIE	ONE, après évaluation de l'EIE par le CTE
	Titre minier d'exploitation		Permis environnemental sur la base de l'EIE	
	Titre minier de transport		Si par pipeline, Permis environnemental sur la base de l'EIE	

Source : Code minier, Code pétrolier, Charte environnementale et textes subséquents.

12- Comment les données ITIE sont-elles produites à Madagascar et dans quelle mesure ces données sont-elles fiables ?

Il existe deux types de données ITIE :

- Les données financières ;
- Les données contextuelles.

Elles sont produites par les entreprises extractives et les régies de l'Etat dans le cadre de l'élaboration des rapports ITIE ou de manière systématique sur leur site internet, à partir de leur base de données respectives.

Dans le cadre de l'élaboration des rapports ITIE, les données financières sont collectées à travers un formulaire de déclaration. Par ailleurs, les données contextuelles sont collectées par l'intermédiaire de formulaire de déclaration et/ou d'entretien avec les responsables dans les entités concernées. Les données publiées sur les sites ne sont reprises que lorsque l'entité qui en fait la publication confirme leur exhaustivité et leur pertinence pour l'année couverte par le rapport en cours d'élaboration.

Autrement dit, les données ITIE sont produites par chaque partie prenante, dans le cadre d'une déclaration unilatérale. Afin de s'assurer de leur fiabilité, les mesures prises sont :

Pour les données financières :

- Collecte du rapport d'audit ou d'une attestation d'audit OU certification du formulaire de déclaration;
- Visa des informations/ données par de hauts fonctionnaires du Gouvernement ou par des dirigeants de l'entreprise (signature du formulaire de déclaration) ;

- Consultation de pièces justificatives (déclaration fiscale, permis, documents du Registre du Commerces et des Sociétés...);
- Réconciliation des paiements déclarés par les entreprises extractives et des revenus déclarés par les régies de l'Etat.

Pour les données contextuelles :

- Visa des informations/ données par de hauts fonctionnaires du Gouvernement et par de hauts responsables de chaque entreprise (signature du formulaire de déclaration, du PV et envoi des informations par email, par un haut responsable).

ANNEXE 2 : TABLEAU DE RECENSEMENT DES ACTIVITES DE SENSIBILISATION A L'INITIATIVE DE L'EITI MADAGASCAR

Année	Activité		Bénéficiaires	Lieu	Observation	Source	Lien vers la documentation
	Type d'activités	Description					
2021/2020/2019	Supports	Publication sur le site web de l'EITI Madagascar des rapports financiers du BCMM et de l'OMNIS sur la réaffectation des fonds qu'ils prélèvent et leurs utilisations	Public	Site web de l'EITI Madagascar	Réalisée en 2019	PTA 2021 (Répartition des revenus)	Fichier reçu par courriel du SE en date du 14 septembre 2021
						PTA 2020 (Répartition des revenus - page 2)	http://eitimadagascar.org/wp-content/uploads/2020/09/PTA-2020.pdf
						PTA 2018-2019 (Répartition des revenus)	https://eiti.org/node/11129
	Présentation/formation	Organisation des ateliers-débats et sensibilisation dans les régions minières (par le collègue OSC) - (consécutivement pour les années 2019-2020-2021)	Régions minières	Régions minières (2021 et 2019) Toliara et 2 autres (pour 2020)	Réalisée	PTA 2021 (Débat public)	Fichier reçu par courriel du SE en date du 14 septembre 2021
						PTA 2020 (Engagement de la Société Civile - page 6)	http://eitimadagascar.org/wp-content/uploads/2020/09/PTA-2020.pdf
						PTA 2018-2019 (Engagement de la Société Civile)	https://eiti.org/node/11129
	Supports	Publication sur le site web de l'EITI Madagascar des résultats des Rapports de réconciliation EITI en format données ouvertes (xlsx or csv)	Public	Site web de l'EITI Madagascar	Réalisée en 2019	PTA 2021 (Accessibilité des données)	Fichier reçu par courriel du SE en date du 14 septembre 2021
						PTA 2020 (Accessibilité des données - page 8)	http://eitimadagascar.org/wp-content/uploads/2020/09/PTA-2020.pdf
						PTA 2018-2019 (Accessibilité des données)	https://eiti.org/node/11129
	Présentation/formation	Atelier de consultation des parties prenantes sur le rapport annuel d'avancement (consécutivement pour les années 2019-2020-2021)	Parties prenantes	Non défini	Réalisée en 2019	PTA 2021 (Résultats et impacts)	Fichier reçu par courriel du SE en date du 14 septembre 2021
						PTA 2020 (Résultats et impacts - page 8)	http://eitimadagascar.org/wp-content/uploads/2020/09/PTA-2020.pdf
	Présentation/formation	Organisation des séances de sensibilisation et de formation pour les entreprises	Compagnies extractives	Non défini (web) - 2021	Réalisée en 2019	PTA 2021 (Engagement des entreprises extractives)	Fichier reçu par courriel du SE en date du 14 septembre 2021

				Non défini - 2019		PTA 2018-2019 (Engagement des entreprises extractives)	https://eiti.org/node/11129
2021/ 2019	Supports	Publication des informations concernant le cadre légal et fiscal sur le site web de l'EITI, BCMM, OMNIS	Public	Site web de l'EITI Madagascar, BCMM et OMNIS	Réalisée en 2019	PTA 2021 (Cadre légal et régime fiscal)	Fichier reçu par courriel du SE en date du 14 septembre 2021
						PTA 2018-2019 (Cadre légal et régime fiscal)	https://eiti.org/node/11129
	Présentation/formation	Organisation des ateliers thématiques au niveau national et régional	Public	Non défini	Réalisée en 2019	PTA 2021 (Débat public)	Fichier reçu par courriel du SE en date du 14 septembre 2021
						PTA 2018-2019 (Débat public)	https://eiti.org/node/11129
	Présentation/formation	Sensibilisation de l'opinion publique et du gouvernement pour faciliter les déclarations quasi-fiscales	Public et gouvernement	Non défini	Réalisée partiellement	PTA 2021 (Dépenses quasi fiscales des entreprises de l'Etat) PTA 2018-2019 (Dépenses quasi fiscales des entreprises de l'Etat)	Fichier reçu par courriel du SE en date du 14 septembre 2021 https://eiti.org/node/11129
	Supports	Diffusion et vulgarisation du cadre légal et du régime fiscal à travers des supports de communication	Public	Non défini	(Non réalisée pour 2021) Réalisée pour 2019	PTA 2021 (Cadre légal et régime fiscal) PTA 2018-2019 (cadre légal et régime fiscal)	Fichier reçu par courriel du SE en date du 14 septembre 2021 https://eiti.org/node/11129
2020/ 2019	Supports	Création d'un logiciel en ligne par le BCMM qui serait consultable par les communes à travers un identifiant	Communes	Site web du BCMM	Réalisée	PTA 2020 (page 8, Transferts infranationaux)	http://eitimadagascar.org/eiti/plan-de-travail/2020-2/
						PTA 2018-2019 (Transferts infranationaux)	https://eiti.org/node/11129
2020	Présentation/formation	Sensibilisation de l'opinion publique et le gouvernement pour faciliter les déclarations quasi - budgétaires	Public	Non défini	Réalisée partiellement	PTA 2020 (page 3)	http://eitimadagascar.org/wp-content/uploads/2020/09/PTA-2020.pdf
2019	Présentation/formation	Organisation d'atelier régional de sensibilisation ITIE et de débats pour l'amélioration de la transparence et de la bonne gouvernance du secteur extractif	Régions minières	Tuléar, Fort Dauphin, Moramanga, Toamasina	Réalisée	Page Facebook de l'EITI Madagascar	https://www.facebook.com/itiemadagascar/posts/1142318229306304/
	Présentation/formation	Organisation de formation sur « La Norme ITIE 2016 ainsi que les mesures correctives de la première validation de Madagascar » (2018)	Public	Antananarivo	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2017-2018 (page 9 à 10)	https://eiti.org/files/documents/eiti_madagascar_rapport_annuel_davancement_2017_et_2018_0.pdf
2017/ 2018	Présentation/formation	Organisation d'atelier de sensibilisation sur l'ITIE avec l'A3-MADA (Association des Alumni de l'Australie) qui ont organisé des séances de sensibilisation sur la gouvernance minière à Tuléar (2017)	Membres de l'A3-Mada	Tuléar-Région Atsimo Andrefana	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2017-2018 (page 9)	https://eiti.org/files/documents/eiti_madagascar_rapport_annuel_davancement_2017_et_2018_0.pdf
	Présentation/formation	Organisation d'atelier de sensibilisation avec la plateforme de la société civile dans les industries extractives l'OSCIE (2018)	OSCIE	Maintirano-Région Melaky	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2017-2018 (page 9 et 10)	https://eiti.org/files/documents/eiti_madagascar_rapport_annuel_davancement_2017_et_2018_0.pdf

Supports	Production et distribution de goodies pour améliorer la visibilité (T-shirt, casquettes, parapluies, clé-usb, porte-clés, stylos, blocs-notes.)	Public	Non défini	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2017-2018 (page 10)	https://eiti.org/files/documents/eiti_madagascar_rapport_annuel_davancement_2017_et_2018_0.pdf
Supports	Panneaux publicitaires et affiches sur la contribution des 3 parties et slogan (à partir de 2017)	Public	10 emplacements à Antananarivo et dans les principales villes minières (Fort-Dauphin, Toliara, Mahajanga, Toamasina, Moramanga)	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2017-2018 (page 10)	https://eiti.org/files/documents/eiti_madagascar_rapport_annuel_davancement_2017_et_2018_0.pdf
Supports	Affiches pour promouvoir la divulgation des résultats des rapports de réconciliation EITI 2014	Public	Non défini	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2017-2018 (page 10)	https://eiti.org/files/documents/eiti_madagascar_rapport_annuel_davancement_2017_et_2018_0.pdf
Supports	Production des exemplaires des versions françaises et malagasy du dernier rapport de réconciliation EITI 2016 (2018)	Public	N/A	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2017-2018 (page 10)	https://eiti.org/files/documents/eiti_madagascar_rapport_annuel_davancement_2017_et_2018_0.pdf
Supports	Production de booklets divers : Guide de lecture pour les rapports EITI, Guide pour les Sociétés civiles, Guide pour les entreprises, Guide pour les parlementaires, 10 ans de contribution à la transparence du secteur extractif, Identifions les propriétaires réels, Mise en œuvre de la Norme EITI 2016, Plan de travail 2017	Public	N/A	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2017-2018 (page 10)	https://eiti.org/files/documents/eiti_madagascar_rapport_annuel_davancement_2017_et_2018_0.pdf
Supports	Production de booklets divers : Guide de lecture pour les rapports EITI, Guide pour les Sociétés civiles, Guide pour les entreprises, Guide pour les parlementaires, 10 ans de contribution à la transparence du secteur extractif, Identifions les propriétaires réels, Mise en œuvre de la Norme EITI 2016, Plan de travail 2017	Public	N/A	Réalisée	Site Web de l'EITI International	https://eiti.org/fr/document/madagascar-eiti-20082018-10-ans-contribution-transparence
Médias	Réalisation et diffusion des émissions audio visuelles sur les chaînes nationales, comme l'émission éducative FANTARO dure 15mn et parle de sujets spécifiques comme la norme EITI, la réalisation des rapports de réconciliation EITI, les procédures de validation.				Site Web de l'EITI International	https://eiti.org/fr/document/madagascar-eiti-guide-lecture-pour-comprendre-rapports-itie

						Rapport annuel d'avancement 2017-2018 (page 10)	https://eiti.org/files/documents/eiti_madagascar_rapport_annuel_davancement_2017_et_2018_0.pdf
	Présentation/formation	Séance de formation sur la Norme EITI avec les magistrats de la Cour des comptes (2017)	Magistrats de la Cour des comptes	Anosy-Antananarivo	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2017-2018 (page 10)	https://eiti.org/files/documents/eiti_madagascar_rapport_annuel_davancement_2017_et_2018_0.pdf
	Présentation/formation	Conférence régionale sur la propriété réelle (2017)	Représentants du Comité National et le Secrétaire Exécutif	Dakar, Sénégal	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2017-2018 (page 14)	https://eiti.org/files/documents/eiti_madagascar_rapport_annuel_davancement_2017_et_2018_0.pdf
	Présentation/formation	Formation des parties prenantes au niveau national, régional et à l'étranger (amélioration de la capacité de débats sur les rapports et capacité de pilotage de la mise en œuvre de l'ITIE)	Parties prenantes	Non défini	Non réalisée	Rapport annuel d'avancement 2016 (page 19)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2016-2/
2016	Présentation/formation	Organisation d'atelier de sensibilisation, d'information et de formation réunissant près de trente Organisations de la Société Civile par le Comité National et le Secrétariat exécutif avec l'appui du Cabinet Ernst&Young	OSCs	Antananarivo	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2016 (pages 10 et 15)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2016-2/
	Présentation/formation	Organisation d'information sur la fiscalité minière et pétrolière	Parties prenantes et grand public	Non défini	Non réalisée en 2015 et 2016 (repris dans le PTA 2016)	Rapport annuel d'avancement 2015 (page 16) et rapport annuel d'avancement 2016 (page 17)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/ http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2016-2/
2015 / 2016	Supports	Elaboration d'un guide sur la fiscalité minière et pétrolière	Parties prenantes et grand public	Non défini	Non réalisée	Rapport annuel d'avancement 2015 (page 16)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/
	Médias	Organisation d'un documentaire TV en vue de la vulgarisation du guide sur la fiscalité minière et pétrolière	Parties prenantes et grand public	Non défini	Non réalisée	Rapport annuel d'avancement 2015 (page 16)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/
	Présentation/formation	Formation des membres du CN (amélioration de la capacité de débats sur les rapports et capacité de pilotage de la mise en œuvre de l'ITIE)	CN	Non défini	Non réalisée en 2015, reprise dans le PTA 2016 et TDR finalisée en 2016	Rapport annuel d'avancement 2015 (page 16) et rapport annuel d'avancement 2016 (page 17)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/ http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2016-2/
	Supports	Brochures et CD (pour améliorer la compréhension du processus EITI, et des	Parties prenantes et grand public	Non défini	Non réalisée en 2015, reprise dans	Rapport annuel d'avancement 2015 (page 17) et rapport annuel	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/

		rapports ITIE et faire appropriier l'ITIE par les membres du GMP et les mobiliser)	CN		PTA 2016 - prestataire recruté - Livrables pour 2017	d'avancement 2016 (page 18)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2016-2/
Présentation/formation		Journée de solidarité (pour améliorer la compréhension du processus EITI, et des rapports ITIE et faire appropriier l'ITIE par les membres du GMP et les mobiliser)	Parties prenantes et grand public	Non défini	Non réalisée en 2015, reprise dans PTA 2016 - prestataire recruté - Livrables pour 2017	Rapport annuel d'avancement 2015 (page 17) et rapport annuel d'avancement 2016 (page 18)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/
			CN				http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2016-2/
Médias		Emissions - débats TV et radio	Parties prenantes et grand public	Non défini	Non réalisée en 2015, reprise dans PTA 2016 - prestataire recruté - Livrables pour 2017	Rapport annuel d'avancement 2015 (page 17) et rapport annuel d'avancement 2016 (page 18)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/
			CN				http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2016-2/
Médias		Insertions presse et magazines	Parties prenantes et grand public	Non défini	Non réalisée en 2015, reprise dans PTA 2016 - prestataire recruté - Livrables pour 2017	Rapport annuel d'avancement 2015 (page 17) et rapport annuel d'avancement 2016 (page 18)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/
			CN				http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2016-2/
Supports		Publireportage (vidéo de présentation de l'ITIE)	Parties prenantes et grand public	Non défini	Non réalisée en 2015, reprise dans PTA 2016 - prestataire recruté - Livrables pour 2017	Rapport annuel d'avancement 2015 (page 17) et rapport annuel d'avancement 2016 (page 18)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/
			CN				http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2016-2/
Médias		Emission éducative TV et radio	Parties prenantes et grand public	Non défini	Non réalisée en 2015, reprise dans PTA 2016 - prestataire recruté - Livrables pour 2017	Rapport annuel d'avancement 2015 (page 17) et rapport annuel d'avancement 2016 (page 18)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/
			CN				http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2016-2/

Médias	Parrainage Journal Télévisé - TV	Parties prenantes et grand public	Non défini	Non réalisée en 2015, reprise dans PTA 2016 - prestataire recruté - Livrables pour 2017	Rapport annuel d'avancement 2015 (page 17) et rapport annuel d'avancement 2016 (page 18)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/
		CN				http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2016-2/
Supports	Affiches et Panneaux publicitaires	Parties prenantes et grand public	Non défini	Non réalisée en 2015, reprise dans PTA 2016 - prestataire recruté - Livrables pour 2017	Rapport annuel d'avancement 2015 (page 17) et rapport annuel d'avancement 2016 (page 18)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/
		CN				http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2016-2/
Supports	Insertion web (bannières)	Parties prenantes et grand public	Non défini	Non réalisée en 2015, reprise dans PTA 2016 - prestataire recruté - Livrables pour 2017	Rapport annuel d'avancement 2015 (page 17) et rapport annuel d'avancement 2016 (page 18)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/
		CN				http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2016-2/
Médias	Revue semestrielle ITIE	Parties prenantes et grand public	Non défini	Non réalisée en 2015, reprise dans PTA 2016 - prestataire recruté - Livrables pour 2017	Rapport annuel d'avancement 2015 (page 17) et rapport annuel d'avancement 2016 (page 18)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/
		CN				http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2016-2/
Présentation/formation	Organisation d'atelier de sensibilisation et de formation/information pour les journalistes	Journalistes	Antananarivo	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2015 (pages 9 et 18)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/
Supports	Version intégrale du rapport et version résumée	Public	Non défini	Non réalisée en 2015 et en 2016 (reprise dans PTA 2016)	Rapport annuel d'avancement 2015 (page 18) et rapport annuel d'avancement 2016 (page 19)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/ http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2016-2/
Présentation/formation	Conférence débat des parties prenantes	Parties prenantes	Non défini	Non réalisée en 2015 et en 2016	Rapport annuel d'avancement 2015 (page 18) et rapport annuel	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/

					(reprise dans PTA 2016)	d'avancement 2016 (page 19)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2016-2/
	Présentation/formation	Conférence débat des parlementaires	Public	Non défini	Non réalisée en 2015 et en 2016 (reprise dans PTA 2016)	Rapport annuel d'avancement 2015 (page 18) et rapport annuel d'avancement 2016 (page 19)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/ http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2016-2/
	Présentation/formation	Ateliers de sensibilisation dans les régions minières	Public	Non défini	Non réalisée en 2015 et en 2016 (reprise dans PTA 2016)	Rapport annuel d'avancement 2015 (page 18) et rapport annuel d'avancement 2016 (page 19)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/ http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2016-2/
	Présentation/formation	Conférence nationale EITI	Public	Non défini	Non réalisée en 2015 et en 2016 (reprise dans PTA 2016)	Rapport annuel d'avancement 2015 (page 18) et rapport annuel d'avancement 2016 (page 19)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/ http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2016-2/
	Autres	Travaux de création - Agence de communication	Public	Non défini	Non réalisée en 2015 et en 2016 (reprise dans PTA 2016)	Rapport annuel d'avancement 2015 (page 18) et rapport annuel d'avancement 2016 (page 19)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/ http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2016-2/
	Présentation/formation	Forum des OSC sur le processus EITI	Public	Non défini	Non réalisée en 2015, reprise dans PTA 2016 - prestataire recruté - Livrables pour 2017	Rapport annuel d'avancement 2015 (page 18) et rapport annuel d'avancement 2016 (page 19 - 20)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/ http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2016-2/
	Supports	Booklet : Plan de travail, rapport annuel, Guide EITI pour les OSC/ entreprises	Public	Non défini	Non réalisée en 2015, reprise dans PTA 2016 - prestataire recruté - Livrables pour 2017	Rapport annuel d'avancement 2015 (page 18) et rapport annuel d'avancement 2016 (page 19 - 20)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/ http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2016-2/

	Médias	Documentaire TV sur les rapports ITIE	Public	Non défini	Non réalisée en 2015, reprise dans PTA 2016 - prestataire recruté - Livrables pour 2017	Rapport annuel d'avancement 2015 (page 18) et rapport annuel d'avancement 2016 (page 19 - 20)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/ http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2016-2/
	Présentation/formation	Organisation d'atelier-débats et de sensibilisation et de formation pour les parties prenantes des régions minières	Régions minières	Atsinanana, Anosy, Atsimo Andrefana	Réalisée	Plan de Travail annuel 2015 (page 12 à 14)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/
	Présentation/formation	Organisation d'atelier de présentation publique au cours duquel les participants ont pu débattre des résultats du rapport ITIE	Public	Antananarivo	Réalisée	Plan de Travail annuel 2015 (page 12 à 14)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2015-2/
	Présentation/formation	Organisation de conférence nationale EITI	Public	Antananarivo	Réalisée Mais non renseignée dans aucun document officiel reçus	N/A	N/A
	Présentation/formation	Formation des collectivités décentralisées en législation, fiscalité, procédures de recouvrement et de gestion des revenus destinés aux collectivités décentralisées	Collectivités décentralisées	Non défini	Non réalisée	Plan de travail annuel 2014 (page 7)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2014-2/
2014	Autres	Appui aux OSC à mener des actions de plaidoyers sur la réaffectation des revenus miniers et pétroliers	OSC	Non défini	Non réalisée	Plan de travail annuel 2014 (page 7)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2014-2/
	Présentation/formation	Organisation de séances de formation des journalistes concernant la nouvelle norme ITIE	Journaliste	Non défini	Non réalisée	Plan de travail annuel 2014 (page 8)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2014-2/
	Présentation/formation	Séances de formations des organisations de la société civile, réalisées en partenariat avec le PGDI 2 sur six (6) régions - 190 participants	OSC	6 Régions de Madagascar	Réalisée	Plan de travail annuel 2014 (page 8)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2014-2/
	Présentation/formation	Organisation de séances de formation en matière de suivi de la fiscalité minière et pétrolière et en matière de bonne gouvernance des ressources extractives	Public	Non défini	Non réalisée	Rapport annuel d'avancement 2014 (page 8)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2014-2/
	Supports	Conception et diffusion des supports médias et hors-médias : 2000 brochures distribuées (résumé du rapport EITI 2013), 2000 flyers distribués (présentation de l'EITI), relooking du site web EITI / 11 450 visiteurs	Public	Non défini	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2014 (page 9)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2014-2/

	Médias	Réalisation et diffusion des émissions éducatives audio visuelles : émission hebdomadaire EITI "PAIKA" sur la chaîne nationale TVM, partenariat avec le Bianco pour une semaine de diffusion sur la RDJ	Public	Non défini	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2014 (page 9)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2014-2/
	Présentation/formation	Organiser des séances d'information en législation minière et pétrolière auprès des parlementaires	Parlementaires	Non défini	Non réalisée	Rapport annuel d'avancement 2014 (page 9)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2014-2/
	Présentation/formation	Organisation des débats entre les organisations de la société civile, réalisées en partenariat avec le PGDI 2 sur six (6) régions - 190 participants	OSC	6 Régions de Madagascar	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2014 (page 9)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2014-2/
	Présentation/formation	Organiser des séances d'information - débat sur la mise en œuvre de l'EITI auprès du GMP élargi	GMP élargi	Non défini	Non réalisée	Rapport annuel d'avancement 2014 (page 9)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2014-2/
	Médias	Renforcement des relations publiques à travers 08 communiqués de presse diffusés et 80 articles de presse et de reportages obtenus	Public	Non défini	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2014 (page 9)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2014-2/
	Présentation/formation	Participation au Salon International des Mines, des Hydrocarbures et de l'Équipement (SIMHE) et organisation d'une conférence publique pendant le salon	Public	Non défini	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2014 (page 9 et 10)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2014-2/
	Présentation/formation	Réalisation de deux séances de sensibilisation des compagnies extractives et large diffusion du rapport ITIE	Compagnies extractives	Antananarivo	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2014 (page 10)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2014-2/
	Médias	Insertions presses (04) dans 02 quotidiens nationaux pour la diffusion large du rapport EITI	Public	Non défini	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2014 (page 10)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2014-2/
	Autres	Emailing (MailChimp) à 35,000 destinataires pour large diffusion du rapport EITI	Public	Non défini	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2014 (page 10)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2014-2/
	Présentation/formation	Participation aux manifestations internationales EITI	Public	Non défini	Non réalisée	Rapport annuel d'avancement 2014 (page 10)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2014-2/
	Présentation/formation	Diffusion des rapports à travers l'atelier de présentation officielle du rapport, mailing interactif auprès de destinataires ciblés, insertions presses, distribution des versions intégrales ou résumées des rapports	Public	Non défini	Réalisée	Rapport d'activités 2012	http://eitimadagascar.org/rapport-dactivite-2013/
2013	Médias	Diffusions de 27 émissions à la radio en partenariat avec Search For Common Ground sur la norme ITIE	Public	Antananarivo et dans les Régions	Réalisée	Rapport d'activités 2013	http://eitimadagascar.org/rapport-dactivite-2013/
	Médias	Diffusion d'une émission hebdomadaire ITIE "PAIKA",	Public	N/A	Réalisée	Rapport d'activités 2013	http://eitimadagascar.org/rapport-dactivite-2013/

		information au public sur la chaîne nationale malgache sur la norme ITIE du mois d'août à Novembre 2013					
	Présentation/formation	Participation à 2 manifestations internationales :		Sydney	Réalisée	Rapport d'activités 2013	http://eitimadagascar.org/rapport-dactivite-2013/
		Conférence Sydney (mai 2013)	Public	Abidjan			
		Atelier Afrique Francophone en Abidjan (Octobre 2013)					
	Médias	Diffusion du rapport par la télévision, la presse écrite, le site web et mailing et les prospectus	Public	N/A	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2012 (page 4 à 5)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2012-2/
2012	Supports	Flyers, Guide de la société civile, Guide des entreprises	Public	N/A	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2012 (page 4 à 5)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2012-2/
	Présentation/formation	Organisation de réunions ITIE pour sensibilisation de la Société civile	Société civile	Non précisé dans le Rapport annuel d'avancement	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2012 (page 4 à 5)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2012-2/
	Présentation/formation	Organisation de réunions pour sensibiliser les Institutions de l'Etat (Ministères, Régions et communes minières)	Régions et Communes minières	Non précisé dans le Rapport annuel d'avancement	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2012 (page 4 à 5)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2012-2/
	Présentation/formation	Organisation de réunions pour sensibiliser les membres de l'APPAM et des autres compagnies minières	Compagnies minières et APPAM	Non précisé dans le Rapport annuel d'avancement	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2012 (page 4 à 5)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2012-2/
	Présentation/formation	Formation de 276 membres du Groupe multipartite pour renforcement de capacités sur l'ITIE et évaluation des formations	Groupe multipartite	Non défini	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2012 (page 4 à 5)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2012-2/
	Autres	Revitalisation des comités régionaux en janvier 2011	Public	Non précisé dans le Rapport annuel d'avancement	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2011 (page 7)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2011-2/
2011	Présentation publique/formation	Participation à l'exposition EITI lors de la Conférence internationale EITI	Public	Paris	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2011 (page 9)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2011-2/
	Supports	Conception et publication de divers supports de communication tels que spot TV, Publi Reportage, affiche ...etc.	Public	N/A	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2011 (page 9)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2011-2/

	Supports	Mise en ligne du nouveau site web de l'EITI Madagascar	Public	N/A	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2011 (page 9)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2011-2/
	Présentation/formation	Formation des membres du Groupe Multipartite et de journalistes en législation et fiscalité minière en Mai 2011	Groupe multipartite et journalistes en Région	Antananarivo	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2011 (page 9 et 15)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2011-2/
	Supports	Version populaire du rapport EITI	Public	Antananarivo	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2011 (page 11)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2011-2/
	Présentation/formation	Participation au Salon International des Mines et des Hydrocarbures (SIMH) 2011 au CCI Ivato, animation de stand ITIE et conférence sur la norme ITIE du 06 Mai au 08 Mai 2011	Public	Antananarivo	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2011 (page 24)	http://eitimadagascar.org/publications/rapports-davancement-annuel/2011-2/

ANNEXE 3 : TABLEAU DE RECENSEMENT DES UTILISATIONS DES DONNEES ITIE PAR LES DIFFERENTES PARTIES PRENANTES

Entité qui prend l'initiative	Année	Activité		Bénéficiaires (Cible de l'activité/ participants)	Lieu de tenu de l'activité	Observation	Source	Lien vers la documentation
		Type d'activités	Description					
Société Civile								
OSCIE/ TRANSPARENCY INTERNATIONAL- INITIATIVE MADAGASCAR/11 th HOUR PROJECT	2021	Présentation/ Formation	Sensibilisation sur les enjeux de l'exploitation des terres rares dans le district d'Ambanja du 27 au 29 janvier 2021	OSC/ Service Territorial Décentralisé et collectivité territoriale décentralisé	Ambanja	Réalisée	Fascicule intitulé "FANTARO NY ATAO HOE TERRES RARES SY NY MANODIDINA AZY".	Fichier reçu par courriel du 25 Mars 2021 par le Project Officer- Land and Mining Sector de Transparency International Initiative Madagascar
MEDD/ ONE/ ALLIANCE VOAHARY GASY	2021	Sensibilisation	Plaidoyer pour l'intégration de la dimension environnementale et sociale dans les politiques publiques et les investissements à Madagascar	OSC	Antananarivo	Réalisée	Page Facebook ONE	https://fr-fr.facebook.com/one.madagascar/posts/2927345954221413?__tn__=K-R
OFFICE NATIONAL POUR L'ENVIRONNEMENT (ONE)/ ALLIANCE VOAHARY GASY (AVG)/ COALITION HENIKA	2020	Présentation/ Formation	Organisation d'atelier de formation des OSC sur la gouvernance environnementale	OSC	Antananarivo	Réalisée	Page Facebook ONE	https://es-la.facebook.com/one.madagascar/posts/2786251261664217
OSCIE/ PCQVP MG et OSCIE	2020	Média	Publication d'une lettre ouverte de la société civile au Premier Ministre concernant la révision du Code Minier de Madagascar	MMRS	N/A	Réalisée	Page Facebook OSCIE Pourquoi les Organisations de la Société Civile sur les Industries Extractives	https://www.facebook.com/OSCIEOsc/?_rdc=1&_rdr Fichier reçu par courriel

Entité qui prend l'initiative	Année	Activité		Bénéficiaires (Cible de l'activité/ participants)	Lieu de tenu de l'activité	Observation	Source	Lien vers la documentation
		Type d'activités	Description					
							insistent-t-elles sur la nécessité de réviser le code minier ? pdf	
OSCIE	2021	Présentation/ Formation	Organisation d'un atelier de formation des OSCs sur la norme ITIE	20 OSC régionales DIANA, 06 ONG environnementales et 05 STDs et 06 CTDs (Maires)	Menabe	Réalisée	Organisation de la Société Civile sur les Industries Extractives-Nos réalisations, Mai 2021.pdf	Fichier reçu par courriel du 27 septembre 2021 en provenance de Mr RABENANDRASANA Clément, OSCIE
	2020	Média	Organisation d'un débat télévisé sur la contribution du secteur industries extractives	Public	Antananarivo	Réalisée	Organisation de la Société Civile sur les Industries Extractives-Nos réalisations, Mai 2021.pdf	Fichier reçu par courriel du 27 septembre 2021 en provenance de Mr RABENANDRASANA Clément, OSCIE
	2020	Présentation/ Formation	Organisation d'une session de formation sur la norme ITIE	OSC	Antsiranana	Réalisée	Rapport des sessions de formation sur la norme ITIE organisées par l'OSCIE en collaboration avec TI-MG et PCQVP	Fichier reçu par courriel
	2020	Présentation/ Formation	Organisation d'un atelier de sensibilisation et d'éducation sur la norme ITIE	Comité Nationale Secrétariat Exécutif Parties prenantes	Antananarivo	Réalisée	Publication dans le journal	https://malagasynews.com/info-breves/un-atelier-de-sensibilisation-et-deduction-sur-la-norme-sur-la-transparence-dans-les-industries-extractives-itie-et-lengagement-de-la-societe-civile-a-eu-lieu-

Entité qui prend l'initiative	Année	Activité		Bénéficiaires (Cible de l'activité/ participants)	Lieu de tenu de l'activité	Observation	Source	Lien vers la documentation
		Type d'activités	Description					
								a-tana-un-evenement-qui-entre-dan/
	2020	Présentation/ Formation	Organisation d'un atelier de sensibilisation et d'information sur la norme ITIE	OSCIE/ MMRS	Antananarivo	Réalisée	Page Facebook CNPE Madagascar	https://m.facebook.com/CNPE.Madagascar/posts/2850646315155590?locale2=zh_TW
	2020	Sensibilisation	Plaidoyer commun avec la plateforme OSCIE sur le dégel transparent des permis miniers avec le Ministre des Mines et des Ressources Stratégiques	MMRS	N/A	Réalisée	Page Facebook OSCIE	https://www.facebook.com/OSCIEosc/?_rdc=1&_rdr
	2020	Supports	Analyse de la contribution fiscale du secteur des industries extractives en se basant sur les rapports de réconciliation publiés par l'ITIE Madagascar pour l'exercice 2010 à 2018	Toutes les parties prenantes	Antananarivo	Réalisée	Organisation de la Société Civile sur les Industries Extractives-Nos réalisations, Mai 2021.pdf	Fichier reçu par courriel du 27 septembre 2021 en provenance de Mr RABENANDRASANA Clément, OSCIE
	2020	Média	Débat télévisé sur TV Plus Madagascar dans l'émission Don-dresaka entre les acteurs du secteur minier sur le thème "La relance économique par le secteur minier après la pandémie de covid-19"	Public	Antananarivo	Réalisée	Organisation de la Société Civile sur les Industries Extractives-Nos réalisations, Mai 2021.pdf	Fichier reçu par courriel du 27 septembre 2021 en provenance de Mr RABENANDRASANA Clément, OSCIE https://www.youtube.com/watch?v=8d6Y-EeT008
	2020	Présentation/ Formation	Conférence sur « les ressources minières stratégiques »	Société civile Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) Etudiants de l'Université d'Antsiranana	Antsiranana	Réalisée	Page Facebook Transparency International Initiative Madagascar Rapport de la conférence intitulée « les Ressources Minières	https://www.facebook.com/permalink.php?id=361773823960074&story_fbid=2052392348231538&_rdc=2&_rdrRapport%20de%20la%20conf%C3%A9rence%20intitul%C3%A9e%20221es%20ressources%20mini%C3%A8res%20strat%C3%A9giques%22%20(e

Entité qui prend l'initiative	Année	Activité		Bénéficiaires (Cible de l'activité/ participants)	Lieu de tenu de l'activité	Observation	Source	Lien vers la documentation
		Type d'activités	Description					
							Stratégiques ».pdf	n%20PJ%20dans%20le %20mail) Fichier reçu par email
	2020	Présentation/ Formation	Formation portant sur « la norme Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE) et sa mise en œuvre à Madagascar »	Acteurs régionaux (OSC, STD et CTD) Autorités régionales	Antsiranana	Réalisée	Page Facebook Transparency International Initiative Madagascar	https://www.facebook.com/permalink.php?id=361773823960074&story_fbid=2052392348231538&rdc=2&rdRApport%20de%20la%20conf%C3%A9rence%20intitul%C3%A9e%20%22Ies%20ressources%20mini%C3%A8res%20strat%C3%A9giques%22%20(e n%20PJ%20dans%20le %20mail)
	2020	Présentation/ Formation	Atelier sur la norme Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE) 2019 et l'engagement de la Société Civile	Public	Antananarivo	Réalisée	Présentation concernant l'atelier sur la norme ITIE	Fichier reçu par courriel en provenance de Mr RABENANDRASANA Clément, OSCIE, le 27 septembre 2021
	2020	Présentation/ Formation	Session de formation sur la norme ITIE : l'importance de la gouvernance du secteur des industries extractives.	Public	Antananarivo	Réalisée	Présentation concernant l'atelier sur la norme ITIE	Fichier reçu par courriel en provenance de Mr RABENANDRASANA Clément, OSCIE, le 27 septembre 2021
	2020	Présentation/ Formation	Atelier de renforcement de capacité sur les normes ITIE	30 OSC	Antananarivo	Réalisée	Organisation de la Société Civile sur les Industries Extractives-Nos réalisations, Mai 2021.pdf	Fichier reçu par courriel en provenance de Mr RABENANDRASANA Clément, OSCIE, le 27 septembre 2021

Entité qui prend l'initiative	Année	Activité		Bénéficiaires (Cible de l'activité/ participants)	Lieu de tenu de l'activité	Observation	Source	Lien vers la documentation
		Type d'activités	Description					
	2020	Présentation/ Formation	Conférence sur les ressources minières stratégiques	Etudiants en génie minier de l'Université d'Antsirabe et des étudiants en science de la terre de l'Université ASJA	Antsirabe	Réalisée	Organisation de la Société Civile sur les Industries Extractives-Nos réalisations, Mai 2021.pdf	Fichier reçu par courriel en provenance de Mr RABENANDRASANA Clément, OSCIE, le 27 septembre 2021
	2020	Présentation/ Formation	Conférence sur les ressources minières stratégiques et les enjeux liés à l'exploitation de ces ressources (notamment les terres rares d'Ampasindava à Ambanja)	Société civile, CTD, étudiants de l'Université d'Antsiranana	Antsiranana	Réalisée	Organisation de la Société Civile sur les Industries Extractives-Nos réalisations, Mai 2021.pdf	Fichier reçu par courriel en provenance de Mr RABENANDRASANA Clément, OSCIE, le 27 septembre 2021
	2020	Présentation/ Formation	Atelier de formation sur les normes ITIE	Société civile, CTD, étudiants de l'Université d'Antsiranana	Antsiranana	Réalisée	Organisation de la Société Civile sur les Industries Extractives-Nos réalisations, Mai 2021.pdf	Fichier reçu par courriel en provenance de Mr RABENANDRASANA Clément, OSCIE, le 27 septembre 2021
	2020	Présentation/ Formation	Conférence sur les ressources minières stratégiques notamment les terres rares	Ecole Normale d'Administration de Madagascar (ENAM)	Antananarivo	Réalisée	Organisation de la Société Civile sur les Industries Extractives-Nos réalisations, Mai 2021.pdf	Fichier reçu par courriel en provenance de Mr RABENANDRASANA Clément, OSCIE, le 27 septembre 2021
	2019	Présentation/ Formation	Atelier de formation sur le secteur des industries extractives et de ses enjeux	30 OSC régionales DIANA, 04 ONG environnementales et 05 STDs	Ambanja	Réalisée	Organisation de la Société Civile sur les Industries Extractives-Nos réalisations, Mai 2021.pdf	Fichier reçu par courriel du 27 septembre 2021 en provenance de Mr RABENANDRASANA Clément, OSCIE
	2019	Présentation/ Formation	Organisation d'un dialogue multipartite sur le projet d'exploitation des terres rares d'Ambanja	10 OSC régionales DIANA, 04 ONG environnementales et 10 STDs et CTDs et 50 personnes issues des communautés locales	Ambanja	Réalisée	Organisation de la Société Civile sur les Industries Extractives-Nos réalisations, Mai 2021.pdf	Fichier reçu par courriel du 27 septembre 2021 en provenance de Mr RABENANDRASANA Clément, OSCIE

Entité qui prend l'initiative	Année	Activité		Bénéficiaires (Cible de l'activité/ participants)	Lieu de tenu de l'activité	Observation	Source	Lien vers la documentation
		Type d'activités	Description					
	2019	Présentation/ Formation	Conférence sur le potentiel pétrolier de Madagascar	Etudiants de l'Ecole polytechnique d'Antananarivo à Vontovorona	Antananarivo	Réalisée	Organisation de la Société Civile sur les Industries Extractives-Nos réalisations, Mai 2021.pdf	Fichier reçu par courriel du 27 septembre 2021 en provenance de Mr RABENANDRASANA Clément, OSCIE
	2019	Présentation/ Formation	Séance de formation sur la LGIM et le code et le contrat pétrolier	20 OSC nationales	Antananarivo	Réalisée	Organisation de la Société Civile sur les Industries Extractives-Nos réalisations, Mai 2021.pdf	Fichier reçu par courriel du 27 septembre 2021 en provenance de Mr RABENANDRASANA Clément, OSCIE
	2019	Présentation/ Formation	Session de formation sur la législation, la réglementation et les régimes contractuels dans le secteur extractif des OSCs, de la région Atsimo-Andrefana en collaboration avec WWF Atsimo-Andrefana	25 OSC régionales Atsimo-Andrefana, 05 membres des réseaux d'acteur et 10 STDs	Toliara	Réalisée	Organisation de la Société Civile sur les Industries Extractives-Nos réalisations, Mai 2021.pdf	Fichier reçu par courriel du 27 septembre 2021 en provenance de Mr RABENANDRASANA Clément, OSCIE
	2018	Présentation/ Formation	Séance de formation sur la fiscalité minière et la cohabitation entre le secteur minier et le secteur foncier	20 OSC nationales	Antananarivo	Réalisée	Organisation de la Société Civile sur les Industries Extractives-Nos réalisations, Mai 2021.pdf	Fichier reçu par courriel du 27 septembre 2021 en provenance de Mr RABENANDRASANA Clément, OSCIE
	2018	Présentation/ Formation	Séance de sensibilisation sur le secteur extractif	13 OSC régionales (dans le rapport) 15 OSC régionales, 03 ONG environnementales, 05 STD (dans le fichier excel)	Melaky	Réalisée	Organisation de la Société Civile sur les Industries Extractives-Nos réalisations, Mai 2021.pdf	Fichier reçu par courriel du 27 septembre 2021 en provenance de Mr RABENANDRASANA Clément, OSCIE
	2018	Présentation/ Formation	Organisation d'un dialogue multipartite sur le projet d'exploitation de l'huile lourde de Tsimiroro (Madagascar Oil)	16 OSC régionales Melaky, 02 ONG environnementales et 06 STDs et 05 CTDs (Maires)	Melaky	Réalisée	Organisation de la Société Civile sur les Industries Extractives-Nos réalisations, Mai 2021.pdf	Fichier reçu par courriel du 27 septembre 2021 en provenance de Mr RABENANDRASANA Clément, OSCIE

Entité qui prend l'initiative	Année	Activité		Bénéficiaires (Cible de l'activité/ participants)	Lieu de tenu de l'activité	Observation	Source	Lien vers la documentation
		Type d'activités	Description					
	2018	Présentation/ Formation	Séance de formation sur la norme ITIE et de sa mise en œuvre à Madagascar	16 OSC régionales Melaky, 02 ONG environnementales et 06 STDs et 05 CTDs (Maires)	Melaky	Réalisée	Organisation de la Société Civile sur les Industries Extractives-Nos réalisations, Mai 2021.pdf	Fichier reçu par courriel du 27 septembre 2021 en provenance de Mr RABENANDRASANA Clément, OSCIE
	2018	Présentation/ Formation	Organisation de forum des OSCs portant sur les connaissances de ces cibles sur le concept de la norme ITIE	25 OSC régionales et 20 OSCs nationales	Antananarivo	Réalisée	Organisation de la Société Civile sur les Industries Extractives-Nos réalisations, Mai 2021.pdf	Fichier reçu par courriel du 27 septembre 2021 en provenance de Mr RABENANDRASANA Clément, OSCIE
	2018	Présentation/ Formation	Séances de sensibilisation et de formation sur la mise en œuvre de l'EITI	OSC	Non renseigné	Réalisée	Site web EITI International	https://eiti.org/files/documents/eiti_madagascar_rapport_annuel_davancement_2017_et_2018_0.pdf
	2018	Présentation/ Formation	Séance de formation sur la fiscalité minière et foncière	OSC	Antananarivo	Réalisée	Organisation de la Société Civile sur les Industries Extractives-Nos réalisations, Mai 2021.pdf	Fichier reçu par courriel du 27 septembre 2021 en provenance de Mr RABENANDRASANA Clément, OSCIE
PCQVP (Publiez Ce Que Vous Payez/ Publish What You Pay)	2021	Supports	Publication d'un guide d'initiative pour tout l'Afrique de l'Ouest s'intitulant "Promouvoir les liens en amont et la transparence : Guide de la société civile sur le Mécanisme de Reporting sur l'Approvisionnement Local (MRAL) dans le secteur minier"	Public/Société civile	N/A	Réalisée	Site web PWYP	https://www.pwyp.org/wp-content/uploads/2021/08/Guide-Mecanisme-de-Reporting-Approvisionnement-Local-Juillet-2021.pdf
	2020	Présentation/ Formation	Atelier de sensibilisation et d'éducation sur la norme ITIE et l'engagement de la société civile	Public/ Société civile	Antananarivo	Réalisée	Publication dans le journal	https://malagasynews.com/info-brevs/un-atelier-de-sensibilisation-et-deducation-sur-la-

Entité qui prend l'initiative	Année	Activité		Bénéficiaires (Cible de l'activité/ participants)	Lieu de tenu de l'activité	Observation	Source	Lien vers la documentation
		Type d'activités	Description					
								norme-sur-la-transparence-dans-les-industries-extractives-itie-et-lengagement-de-la-societe-civile-a-eu-lieu-a-tana-un-evenement-qui-entre-dan/
	2020	Présentation/ Formation	Atelier de sensibilisation et d'éducation sur la norme ITIE	OSCIE/AUTRES OSC/ MMRS/Public	Antananarivo	Réalisée	Page Facebook CNPE Madagascar	https://m.facebook.com/CNPE.Madagascar/posts/2850646315155590?locale2=zh_TW
Transparency International Initiative Madagascar	2020	Présentation/ Formation	Atelier de sensibilisation et d'éducation sur la norme ITIE	Public/ Compagnies minières	Antananarivo	Réalisée	Publication dans le journal	https://malagasynews.com/info-breves/un-atelier-de-sensibilisation-et-deduction-sur-la-norme-sur-la-transparence-dans-les-industries-extractives-itie-et-lengagement-de-la-societe-civile-a-eu-lieu-a-tana-un-evenement-qui-entre-dan/
	2020	Présentation/ Formation	Réalisation d'une conférence sur « les ressources minières stratégiques » et formation portant sur « la norme Initiative pour la Transparence des Industries Extractives (ITIE) et sa mise en œuvre à Madagascar »	Public	Antsiranana	Réalisée	Page Facebook Transparency International Initiative Madagascar	https://www.facebook.com/permalink.php?id=361773823960074&story_fbid=2052392348231538&_rdc=2&_rdr
	2020	Supports	Rapport d'études sur l'évaluation des risques de corruption dans l'octroi des titres miniers	Société civile/Public	N/A	Réalisée	Evaluation des risques de corruption dans l'octroi des titres	https://transparency.org.au/wp-content/uploads/2020/05/Evaluation-des-

Entité qui prend l'initiative	Année	Activité		Bénéficiaires (Cible de l'activité/ participants)	Lieu de tenu de l'activité	Observation	Source	Lien vers la documentation
		Type d'activités	Description					
							miniers à Madagascar	risques-de-corruption-Madagascar.pdf
	2020	Supports	Une évaluation des opportunités et des défis dans la gouvernance des industries extractives dans les pays de la SADC pour la mise en œuvre de l'ITIE : le cas de Madagascar	Public/Compagnies minières	Antananarivo	Réalisée	Site web Zimbabwe Environmental Law Association	http://www.zela.org/download/an-assessment-of-the-opportunities-and-challenges-in-the-governance-of-extractive-industries-in-the-sadc-extractive-industries-transparency-initiative-eiti-implementing-countries-the-case-of-madagas/
	2020	Média	Communiqué de presse pour un dégel transparent de l'octroi des permis miniers à Madagascar	Public	Antananarivo	Réalisée	Pour un dégel transparent de l'octroi des permis miniers à Madagascar.pdf	Fichier reçu par courriel
	2019	Média	Publication d'un article portant sur "La corruption dans la gestion des ressources naturelles à Madagascar : les dossiers brûlants"	Public	N/A	Réalisée	Site web Transparency International Initiative Madagascar	https://www.transparency.mg/assets/uploads/download_manager/revue-d-article-compress.pdf
	2016	Supports	Publication d'un fascicule sur le secteur minier artisanal à Madagascar (Or et saphir)	Public	N/A	Réalisée	Site web Transparency International Initiative Madagascar	https://www.transparency.mg/assets/uploads/download_manager/fascicule.pdf
	2016	Supports	Rapport annuel de 2016 de TI-IM où TI-IM fait référence à l'ITIE dans le cadre de la gestion des ressources minières	Public/Compagnies minières	N/A	Réalisée	Site web Transparency International Initiative Madagascar	https://www.transparency.mg/assets/uploads/download_manager/rapport-tiim-2016-version-finale.pdf
Alliance Voahary Gasy	2014	Supports	Publication d'un "Guide du citoyen, le droit minier en cinquante questions réponses"	Public	N/A	Réalisée	Upload dans Docplayer	https://docplayer.fr/15343094-Guide-du-

Entité qui prend l'initiative	Année	Activité		Bénéficiaires (Cible de l'activité/ participants)	Lieu de tenu de l'activité	Observation	Source	Lien vers la documentation
		Type d'activités	Description					
			Français et Malagasy Questions recueillies par AVG et FAMARI Auteur des réponses				par Damine Malenfant	citoyen-le-droit-minier-en-cinquante-questions-et-reponses-francais-et-malagasy.html
Industries extractives								
Chambre des Mines de Madagascar	2021	Présentation/ Formation	Organisation d'un atelier de l'APF (assemblée parlementaire de la Francophonie). L'atelier concerne trois modules : - module 1 : généralité de l'EITI - module 2 : intégration du genre de l'EITI (statistiques) - module 3 : présentation par la Chambre des Mines des actualités et contribution du secteur minier	Sénat, Assemblée Nationale, Administration et membres du Comité National	Antananarivo	Réalisée du 08 au 12 novembre 2021	Site de l'APF	http://apf.francophonie.org/Autonomisation-des-femmes-en-zone.html
	2020	Média	Organisation d'une Conférence de presse en partenariat avec la FEDMINES et le SPMM le 13 novembre 2020 pour partager les réalités du secteur minier à la suite de la pandémie du COVID-19, pour dénoncer la mauvaise gouvernance et pour marquer son désaccord quant au processus dans le cadre de la révision du Code Minier	Public	Non mentionné	Réalisée le 13/11/20	Actions de communication menées en 2019 - 2020 par la Chambre des Mines de Madagascar	Document envoyé par mail par Chambre des Mines
		Supports	Réalisation de panneaux publicitaires en octobre 2020 pour partager les contributions du secteur minier	Public	Non mentionné	Campagne publicitaire réalisée en octobre 2020	Actions de communication menées en 2019 - 2020 par la Chambre des Mines de Madagascar	Document envoyé par mail par Chambre des Mines
		Média	Diffusion de la newsletter en mars 2020 présentant le bilan de l'année 2019 et les perspectives pour 2020 avec la forte contribution des sociétés membres	Public	N/A	Diffusée en mars 2020	Actions de communication menées en 2019 - 2020 par la Chambre des Mines	Document envoyé par mail par Chambre des Mines

Entité qui prend l'initiative	Année	Activité		Bénéficiaires (Cible de l'activité/ participants)	Lieu de tenu de l'activité	Observation	Source	Lien vers la documentation
		Type d'activités	Description					
							Mines de Madagascar	
		Présentation/ Formation	Participation à la réunion avec la commission d'expert pour la politique de réponse aux IST/VIH et Sida du secteur minier	Non mentionné	Non mentionné	Réalisée le 25/05/20	Actions de communication menées en 2019 - 2020 par la Chambre des Mines de Madagascar	Document envoyé par mail par Chambre des Mines
		Présentation/ Formation	Rencontre avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme (HCDH) concernant l'avis de la CMM sur l'étude sur les exploitations minières et des droits de l'Homme	Non mentionné	Non mentionné	Réalisée le 16/03/20	Actions de communication menées en 2019 - 2020 par la Chambre des Mines de Madagascar	Document envoyé par mail par Chambre des Mines
		Présentation/ Formation	Participation à l'Atelier de présentation des résultats définitifs de l'étude sur l'évaluation des risques de corruption dans le processus d'octroi des permis miniers à Madagascar	Non mentionné	Non mentionné	Réalisée le 13/03/20	Actions de communication menées en 2019 - 2020 par la Chambre des Mines de Madagascar	Document envoyé par mail par Chambre des Mines
		Présentation/ Formation	Participation à la réunion du Dialogue Public Privé sur la préparation de la Loi de Finance Rectificative 2020 pour plaider sur la TVA sur les Frais d'Administration Minière et l'amortissement accéléré pour les matériels miniers	Non mentionné	Non mentionné	Réalisée le 11/03/20	Actions de communication menées en 2019 - 2020 par la Chambre des Mines de Madagascar	Document envoyé par mail par Chambre des Mines
		Supports	Elaboration des documents de relance post-COVID : - le plan d'atténuation et plan de relance du secteur minier du Ministère des Mines et des Ressources Stratégiques - le plan de mitigation du Ministère de	Etat	N/A	Documents élaborés mais non prise en compte des recommandations par le	Actions de communication menées en 2019 - 2020 par la Chambre des	Document envoyé par mail par Chambre des Mines

Entité qui prend l'initiative	Année	Activité		Bénéficiaires (Cible de l'activité/ participants)	Lieu de tenu de l'activité	Observation	Source	Lien vers la documentation
		Type d'activités	Description					
			l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat et du Ministère de l'Economie et des finances avec le soutien de l'I.F.C. - le mémorandum du secteur privé sur les impacts du COVID-19 sur le secteur économique formel et les propositions de solutions			Gouvernement	Mines de Madagascar	
		Média	Apparition médiatique de la Chambre des Mines de Madagascar à travers une participation sur les plateaux de Don-Dresaka	Public	Antananarivo	Réalisée	Actions de communication menées en 2019 - 2020 par la Chambre des Mines de Madagascar	Document envoyé par mail par Chambre des Mines
		Média	Apparition médiatique de la Chambre des Mines de Madagascar à travers deux communiqués de presse	Public	Non mentionné	Réalisée	Actions de communication menées en 2019 - 2020 par la Chambre des Mines de Madagascar	Document envoyé par mail par Chambre des Mines
		Média	Apparition médiatique de la Chambre des Mines de Madagascar à travers cinq interviews du Président de la Chambre des Mines de Madagascar ou du Secrétaire Exécutif par des médias locaux et des correspondants internationaux	Public	Non mentionné	Réalisée	Actions de communication menées en 2019 - 2020 par la Chambre des Mines de Madagascar	Document envoyé par mail par Chambre des Mines
		Média	Apparition médiatique de la Chambre des Mines de Madagascar à travers 12 articles parus dans les magazines / médias étrangers	Public	Non mentionné	Réalisée	Actions de communication menées en 2019 - 2020 par la Chambre des Mines de Madagascar	Document envoyé par mail par Chambre des Mines

Entité qui prend l'initiative	Année	Activité		Bénéficiaires (Cible de l'activité/ participants)	Lieu de tenu de l'activité	Observation	Source	Lien vers la documentation
		Type d'activités	Description					
		Média	Apparition médiatique de la Chambre des Mines de Madagascar à travers plus de 30 articles parus dans la presse locale	Public	Non mentionné	Réalisée	Actions de communication menées en 2019 - 2020 par la Chambre des Mines de Madagascar	Document envoyé par mail par Chambre des Mines
		Média	Apparition médiatique de la Chambre des Mines de Madagascar à travers sa présence sur les médias et les réseaux sociaux	Public	Non mentionné	Réalisée	Actions de communication menées en 2019 - 2020 par la Chambre des Mines de Madagascar	Document envoyé par mail par Chambre des Mines
		Présentation/ Formation	Lancement du dialogue entre les parties prenantes du Secteur Minier dans le processus de modification du Code Minier	Parties prenantes du secteur minier	Non mentionné	Réalisée le 20/12/2020	Actions de communication menées en 2019 - 2020 par la Chambre des Mines de Madagascar	Document envoyé par mail par Chambre des Mines
	2019	Présentation/ Formation	Rencontres dans le cadre de l'intégration de la Chambre des Mines de Madagascar dans le processus de révision du Code Minier	Parties prenantes du secteur minier	Non mentionné	Réalisée	Actions de communication menées en 2019 - 2020 par la Chambre des Mines de Madagascar	Document envoyé par mail par Chambre des Mines
	Sensibilisation	Plaidoyer pour la reprise des traitements des permis miniers	Public	Non mentionné	Réalisée	Actions de communication menées en 2019 - 2020 par la Chambre des Mines de Madagascar	Document envoyé par mail par Chambre des Mines	

Entité qui prend l'initiative	Année	Activité		Bénéficiaires (Cible de l'activité/ participants)	Lieu de tenu de l'activité	Observation	Source	Lien vers la documentation
		Type d'activités	Description					
		Présentation/ Formation	Conférence débat sur le thème « Investir dans le secteur extractif à Madagascar, entre la sécurisation des investisseurs et les retombées socio-économiques, quelles responsabilités pour toutes les parties concernées ? »	Entreprises minières Société Civile Représentants de l'Etat	Antananarivo	Réalisée le 04/07/19	Actions de communication menées en 2019 - 2020 par la Chambre des Mines de Madagascar	Document envoyé par mail par Chambre des Mines
		Présentation/ Formation	Séance d'information, de partage concernant : le permis social, dans le cadre des grands investissements à Madagascar en partenariat avec le cabinet Ur-CSR.	Entreprises minières Société Civile Représentants de l'Etat	Antananarivo	Réalisée le 03/07/19	Actions de communication menées en 2019 - 2020 par la Chambre des Mines de Madagascar	Document envoyé par mail par Chambre des Mines
QMM	2019	Présentation/ Formation	Organisation d'un atelier de sensibilisation et de formation sur la norme ITIE	Compagnies minières	N/A	Réalisée	Rapport EITI 2018	https://eiti.org/fr/document/madagascar-2018-eiti-report
Kraoma	2019	Présentation/ Formation	Formation sur les détails de chaque exigence de l'ITIE et sensibilisation sur la mise en œuvre de l'ITIE	Compagnies minières	N/A	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2017 et 2018	https://ITIE.org/files/documents/ITIE_madagascar_rapport_annuel_d'avancement_2017_et_2018_0.pdf
Mada-Aust SARL	2018	Présentation/ Formation	Organisation d'un atelier de formation des entités pour l'amélioration du taux de participation au processus ITIE	Compagnies minières	N/A	Réalisée		https://ITIE.org/files/documents/2011_madagascar_ITIE_report_fr.pdf
Groupe Pam	2015	Présentation/ Formation	Sensibilisation des sociétés minières et pétrolières et de l'Administration publique afin de garantir l'intégration du processus ITIE et pour faciliter la collecte de données.	Compagnies minières	N/A	Réalisée	Rapport de réconciliation effectué par les industries extractives à l'Etat Malagasy et des recettes perçues par l'Etat Malagasy Exercice 2012,	https://s3.amazonaws.com/rgi-documents/38b894bfc27527160694bee384db23d572a702f4.pdf

Entité qui prend l'initiative	Année	Activité		Bénéficiaires (Cible de l'activité/ participants)	Lieu de tenu de l'activité	Observation	Source	Lien vers la documentation
		Type d'activités	Description					
							publié en juin 2015	
Gold Sand SARL	2015	Présentation/ Formation	Sensibilisation des sociétés minières et pétrolières et de l'Administration publique afin de garantir l'intégration du processus ITIE et pour faciliter la collecte de données.	Compagnies minières	N/A	Réalisée	Rapport de réconciliation effectué par les industries extractives à l'Etat Malagasy et des recettes perçues par l'Etat Malagasy Exercice 2012, publié en juin 2016	https://s3.amazonaws.com/rgi-documents/38b894bfc27527160694bee384db23d572a702f4.pdf
Toliara Sands	2015	Présentation/ Formation	Organisation d'un atelier de sensibilisation et de formation sur la norme ITIE	Compagnies minières	N/A	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2015	https://ITIE.org/files/documents/madagascar_rapport-annuel-d-avancement-2015.pdf
Ambatovy	2021	Présentation/ Formation	Rencontre pour partager sa contribution à l'économie de Madagascar, mais également de discuter avec la société civile sur l'impact économique que tout projet minier devrait apporter	Société civile	Non mentionné	Réalisée	Organisation de la Société Civile sur les Industries Extractives-Nos réalisations, Mai 2021.pdf	Fichier reçu par courriel du 27 septembre 2021 en provenance de Mr RABENANDRASANA Clément, OSCIE
	2015	Présentation/ Formation	Organisation d'un atelier de sensibilisation et de formation sur la norme ITIE	Compagnies minières	N/A	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2015	http://ITIEmadagascar.org/downloads/Madagascar_RAPPORT-ANNUEL-D-AVANCEMENT-2015.pdf
	2014	Présentation/ Formation	Organisation des ateliers de sensibilisation des compagnies extractives	Compagnies minières	N/A	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2014	http://ITIEmadagascar.org/wp-content/uploads/2017/09/Madagascar_RAPPORT-ANNUEL-

Entité qui prend l'initiative	Année	Activité		Bénéficiaires (Cible de l'activité/ participants)	Lieu de tenu de l'activité	Observation	Source	Lien vers la documentation
		Type d'activités	Description					
								DAVANCEMENT-2014.pdf
APPAM (Association Professionnelle des Pétroliers en Amont de Madagascar)	2012	Présentation/ Formation	Sensibilisation des membres de l'APPAM dans le cadre du plan de travail annuel	Compagnies minières	Antananarivo	Réalisée	PTA 2012	http://ITIEmadagascar.org/wp-content/uploads/2017/10/Madagascar_PLAN-DE-TRAVAIL-ANNUEL-2012.pdf
Exxonmobil	2008	Présentation/ Formation	Mise en œuvre de l'ITIE lors du premier atelier de sensibilisation	Compagnies minières	Antananarivo	Réalisée	Site web de Madagascar Tribune	https://www.madagascar-tribune.com/Le-premier-atelier-ITIE,8020.html
Madagascar Oil	2008	Présentation/ Formation	Mise en œuvre de l'ITIE lors du premier atelier de sensibilisation	Compagnies minières	Antananarivo	Réalisée	Site web de Madagascar Tribune	https://www.madagascar-tribune.com/Le-premier-atelier-ITIE,8020.html
Administration								
OMNIS (Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques)	2021	Présentation/ Formation	Conférence : Miser sur le secteur pétrolier amont : Risque ou opportunité pour le développement en Afrique (Cas de Madagascar)	Public	Antananarivo	Réalisée	Site web célébration du 45e anniversaire de l'OMNIS	https://omnis-45.mg/page/2/
		Présentation/ Formation	Webinaire : Les enjeux de l'acquisition du Plateau Continental Sud	Public	Antananarivo	Réalisée	Site web célébration du 45e anniversaire de l'OMNIS	https://omnis-45.mg/page/2/
		Présentation/ Formation	Conférence : Fiscalité et Attractivité : Comment trouver un juste milieu pour développer le secteur des mines et des hydrocarbures	Public	Antananarivo	Réalisée	Site web célébration du 45e anniversaire de l'OMNIS	https://omnis-45.mg/page/2/
		Présentation/ Formation	Conférence : Activités pétrolières en amont : Les enjeux sur l'environnement	Public	Antananarivo	Réalisée	Site web célébration du 45e anniversaire de l'OMNIS	https://omnis-45.mg/page/2/
		Présentation/ Formation	Webinaire : Uranium : Des opportunités à exploiter	Public	Antananarivo	Réalisée	Site web célébration du 45e anniversaire de l'OMNIS	https://omnis-45.mg/page/2/

Entité qui prend l'initiative	Année	Activité		Bénéficiaires (Cible de l'activité/ participants)	Lieu de tenu de l'activité	Observation	Source	Lien vers la documentation
		Type d'activités	Description					
							45e anniversaire de l'OMNIS	
		Présentation/ Formation	Conférence : Analyse en laboratoire : Des prestations en faveur du développement des industries stratégiques	Public	Antananarivo	Réalisée	Site web célébration du 45e anniversaire de l'OMNIS	https://omnis-45.mg/page/2/
ANOR (Agence Nationale de l'Or)	2018	Présentation/ Formation	Intégration des entités à sensibiliser sur la norme ITIE	ANOR	Antananarivo	Réalisée	Site web EITI International	https://eiti.org/files/documents/eiti_madagascar_rapport_annuel_davancement_2017_et_2018_0.pdf
Programme de Réforme pour l'efficacité de l'Administration (PREA)	2018	Présentation/ Formation	Formation sur place ITIE Sensibilisation, information et Soutien au processus de validation ITIE	Administration	Antananarivo	Réalisée	Site web PROJET D'APPUI A LA GOUVERNANCE INSTITUTIONNELLE (PAGI)	http://prea-mg.com/projets/pagi/#1506859399493-565f451f-d003
Cour des Comptes et projet PASIE (Projet d'Amélioration de la Surveillance de l'Industrie Extractive en Afrique Francophone Subsaharienne)	2018	Présentation/ Formation	Forum international sur la fraude et la corruption dans le secteur minier en Afrique francophone	ITIE Madagascar	Yaoundé - Cameroun	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2017-2018 (page 11)	https://eiti.org/files/documents/eiti_madagascar_rapport_annuel_davancement_2017_et_2018_0.pdf
Cour des Comptes et projet PASIE (Projet d'Amélioration de la Surveillance de l'Industrie Extractive en Afrique Francophone Subsaharienne)	2018	Présentation/ Formation	Organisation d'un atelier régional sur la « Fiscalité minière »	Institutions Supérieures de Contrôle	Antananarivo	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2017-2018 (page 11)	https://eiti.org/files/documents/eiti_madagascar_rapport_annuel_davancement_2017_et_2018_0.pdf

Entité qui prend l'initiative	Année	Activité		Bénéficiaires (Cible de l'activité/ participants)	Lieu de tenu de l'activité	Observation	Source	Lien vers la documentation
		Type d'activités	Description					
Cour des Comptes et projet PASIE (Projet d'Amélioration de la Surveillance de l'Industrie Extractive en Afrique Francophone Subsaharienne)	2018	Présentation/ Formation	Organisation d'un atelier local sur les « Encadrements légaux et les conventions miniers »	Parties prenantes à la surveillance du secteur minier à Madagascar	Antananarivo	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2017-2018 (page 11)	https://eiti.org/files/documents/eiti_madagascar_rapport_annuel_davancement_2017_et_2018_0.pdf
Cour des Comptes et projet PASIE (Projet d'Amélioration de la Surveillance de l'Industrie Extractive en Afrique Francophone Subsaharienne)	2018	Présentation/ Formation	Organisation d'un atelier sur le « Genre et l'Industrie extractive »	Non défini	Antananarivo	Réalisée	Rapport annuel d'avancement 2017-2018 (page 11)	https://eiti.org/files/documents/eiti_madagascar_rapport_annuel_davancement_2017_et_2018_0.pdf
Projet d'appui à la Gouvernance institutionnelle (PAGI)	2013	Présentation/ Formation	Réalisation d'une dizaine de campagne de sensibilisation sur la norme ITIE et de communication réalisée	Administration	Antananarivo	Réalisée	Site web AFDB	https://www.afdb.org/fr/documents/document/madagascar-institutional-governance-support-project-pagi-appraisal-report-33572

About EY

EY is a global leader in assurance, tax, transaction and advisory services. The insights and quality services we deliver help build trust and confidence in the capital markets and in economies the world over. We develop outstanding leaders who team to deliver on our promises to all of our stakeholders. In so doing, we play a critical role in building a better working world for our people, for our clients and for our communities.

EY refers to the global organization, and may refer to one or more, of the member firms of Ernst & Young Global Limited, each of which is a separate legal entity. Ernst & Young Global Limited, a UK company limited by guarantee, does not provide services to clients. Information about how EY collects and uses personal data and a description of the rights individuals have under data protection legislation is available via ey.com/privacy. For more information about our organization, please visit ey.com.

©2022 Ernst & Young
All Rights Reserved.